

Couverture:

«Gonzague l'Helvète», caricature de Gonzague de Reynold par Victor Gotroffey en couverture de *L'Arbalète*, No 3, 1916 (Collection Bibliothèque nationale suisse).

Légende: « I serait dangereux s'il était fort! »

Hans Ulrich JOST

avec la collaboration de Monique Pavillon

## Les Avant-gardes réactionnaires

L'édition en allemand de ce livre paraît simultanément sous le titre  
*Die reaktionäre Avantgarde. Die Geburt der neuen Rechte in der Schweiz um 1900* au Chronos Verlag (Münstergasse 9, 8001 Zürich).

Nous remercions la Fondation Oertli de son aide à la publication de ce livre.



ISBN 2-8290-0151-6  
© 1992, Editions d'en bas  
(case postale 304, 1000 Lausanne 17, Suisse)

AVR 11094  
F60  
Documentation  
laudonie  
2

EDITIONS D'EN BAS

## Parmi nos publications récentes

Claude Cantini.

*Les Ultras – Extrême droite et droite extrême en Suisse: les mouvements et la presse de 1921 à 1991.*  
1992, 176 p., ill., Fr.s. 27.-

Hans Ulrich Jost et al.

*Cent ans de police politique en Suisse (1889-1989).*

En co-édition avec l'Association pour l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO).  
1992, 208 p., ill., Fr.s. 29.-

Raymond Joly.

*Virage à droite – Deux ans sous le capot du Parti des automobilistes.*  
Postface de Hans Hirter. 1991, 144 p. Fr.s. 24.80.

Karl Lang et al.

*Solidarité, débats, mouvement – Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988.*  
1988, 352 p., ill., Fr.s. 36.-

### En diffusion

*Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920.*

Cahier No 5 de l'AEHMO.  
1989, 258 p., ill., Fr.s. 29.-

## Sommaire

### 1. La mort du poète

page 7  
Les funérailles de Gottfried Keller, le 18 juillet 1890 - A propos de quelques écrits suisses du début du 20e siècle (Spitteler, Rod, Inglis, Bosschart, Schaffner)  
- Nouvelles perspectives de la culture politique (Barres, D'Annunzio, Langbehn)  
- L'apparition de l'intellectuel moderniste (Gonzague de Reynold).

### 2. La crise radicale

14  
Les radicaux dans l'Etat fédéral de 1900 - L'influence des associations faitières économiques - Le Conseiller fédéral Emil Welti et l'affaire de Lydia Escher et Karl Stauffer - L'écrasement de la Banque soleuroise - La crise larvée du système radical - La révolution tessinoise - L'obstruction politique des catholiques-conservateurs - La critique du matérialisme - L'avènement de l'opposition sociale.

### 3. Le conservatisme révisé

28  
Un procès en diffamation contre Ulrich Dürrenmatt - Le Parti populaire bernois et les autres formations du conservatisme protestant - Les libéraux-conservateurs de la Suisse romande - L'épanouissement et la régénération des catholiques-conservateurs - Le corporatisme comme nouveau projet social et économique de la droite - La République chrétienne fribourgeoise de Python - Laur et la droite paysanne - Le référendum contre le projet de loi sur l'assurance maladie et accident, 1900.

### 4. Maîtres, intellectuels, patrons

46  
Journalistes et hommes de lettres de la droite moderne: Ulrich Dürrenmatt, Kaspar Decurtins, Georges de Montenach, Edouard Sécrétan, Philippe Godet, Edouard Rod, Otto von Geyer - La droite radicale des milieux économiques et militaires: Eduard Sulzer-Ziegler, Heinrich Bolli, Eugen Birchler - Le maître à penser Gonzague de Reynold.

### 5. Les Avant-gardes de la réaction

63  
L'émeute de la Käfigturm à Berne, 1893 - La formation de l'extrême droite: commerçants bourgeois, gardes civiques, clubs élitaires, associations économiques et nouveaux partis « progressistes » - La droite militante des catholiques à Fribourg - Jean Baptiste Rusch, non conformiste et « prêtre de la plume » - Le groupe genevois de l'Action française.

Demandez notre catalogue général!

EDITIONS D'EN BAS  
(Case postale 304. 1000 Lausanne 17. Suisse)

## 6. Luttes de classes aristocratiques

82

Les grèves et le mouvement socialiste dans le collimateur de la droite - La criminalisation des luttes sociales - La droite économique rappelle à l'ordre - Eugen Birchler, la philosophie de Nietzsche et le social-darwinisme - La lutte de classe de «haut en bas» - La gauche vue comme force destructrice de la civilisation et de la culture.

## 7. La race des petits seigneurs alpins

96

Xénophobie et peur de la «surpopulation étrangère» - La quête de la race d'origine des Suisses - Le racisme helvétique - L'antisémitisme et la peur de l'«envahissement» de la Suisse - La campagne contre la «plâie des Tsiganes» - La persécution des ouvriers italiens - Xénophobie, racisme et antiféminisme - Le discours scientifique: Forel, Bleuler, Rüdin et l'hygiène raciale - L'exaltation de la virilité et de la guerre.

## 8. La politique comme œuvre d'art

123

La *Gesamtkunstwerk*, un phantasme de 1900 - L'Etat baroque de G. de Reynold - La visite du Kaiser en Suisse, 1912 - L'offensive culturelle de la droite catholique - L'esthétique, un moyen pour rétablir l'ordre et la hiérarchie - L'avènement de la *Kulturgeschichte* - Le *Heimatschutz*, le costume national et la droite paysanne - La fabrication du mythe suisse - La génération de Wagner, Schopenhauer et Nietzsche - Les défenseurs de l'art traditionnel, sain et patriotique.

## 9. L'avenir du passé

144

Le «besoin de l'ordre», une parole politique reprise par Plet-Golaz - Le renforcement de la lutte contre la gauche - La récupération du *Heimatschutz* pour une politique réactionnaire - L'avenir du corporatisme dans l'Entre-deux-guerres - La suite du combat contre l'émanicipation des femmes - *Pro Familia*, l'éloge de la famille et de la nation - Le déploiement de la droite au cours des années 30: le «printemps des fronts» - Xénophobie, antisémitisme et culte de la «suissitude» - La *Ländi*, l'Exposition nationale de 1939 et le Réduit national - Le 650ème anniversaire de la Confédération: une image de l'Etat baroque moderniste.

## 10. Bibliographie et contexte historiographique

A propos de la situation historiographique propre à l'étude de la droite helvétique - Ouvrages de références, sources et littérature.

### Notes

Index des noms propres

Crédits photographiques

162

176

184

187

Le 15 juillet 1890, à la fin d'une longue journée ensOLEillée et très chaude, Gottfried Keller meurt. Malade depuis le début de l'année, il avait passé les derniers mois de sa vie à somnoler sur son lit, évoquant de temps à autre des images du passé et quelques souvenirs de son travail. Mais dans l'après-midi du 15 juillet, le vieil écrivain s'immobilise et attend la mort en silence.

Quelques jours plus tard, avec grand faste, Zurich organise ses funérailles. Le corbillard, trop petit pour soutenir l'ensemble des fleurs et couronnes, est suivi de deux grands attelages. La partie centrale du cortège funèbre, ramassée sur trois grandes sociétés de chant et de musique flanquées des délégations des corporations studiennes, est balayée par les dix-neuf drapeaux des associations bourgeois les plus importantes. Chez les notables, dominés par le Conseil d'Etat zurichois *in corpore*, on peut remarquer le Conseiller fédéral Deucher, le peintre Arnold Böcklin et le colonel Rothpletz, alors président de la Commission fédérale des Beaux-Arts. Une grande foule silencieuse, tête nue, s'est rangée le long du parcours pour rendre les derniers honneurs à celui qu'on appelle le poète national. Au passage, elle peut prendre note de la vaste considération acquise par le défunt, manifestée entre autres par les banderoles et leurs inscriptions. Sur le ruban offert par la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), l'organe de la grande finance et des milieux d'affaires helvétiques, elle peut lire cette dédicace qui se veut élogieuse: «A son plus grand collaborateur»<sup>1</sup>.

Or, à l'insu de leurs auteurs sans doute, ces paroles sont investies d'une certaine ironie. En effet, depuis son dernier roman intitulé *Martin Salander* (1886)<sup>2</sup>, il était devenu flagrant que Keller, le chantre des pères fondateurs de l'Etat fédéral, avait pris une distance très critique par rapport au monde des affaires et de la politique politique. Mais la NZZ, le porte-parole attitré de ces milieux-là, semble l'ignorer superbement.

lui, les peuples et les races. Ce faisant, il participe à un éventail d'idées symptomatiques qui, souvent de manière diffuse, ont investi la structure mentale collective à la fin du siècle déjà. Prenons par exemple Georges de Montenach qui avance des opinions similaires lors d'un discours prononcé au cours de la commémoration de la bataille de Morgarten, le 24 août 1909.

«Nous avons arrêté les chevaliers cupides qui venaient s'emparer de nos terres, nous réduire à un humiliant servage et chasser le génie de nos montagnes; mais vous avez à combattre une invasion plus redoutable, que celle à laquelle nos poitrines ont fait barrière: c'est l'infiltration lente et continue d'idées, de moeurs, d'habitudes qui ne sont point les vôtres, qui ne doivent point devenir les vôtres et qui, peu à peu, changent, sans que vous paraissiez assez vous en douter, votre physionomie nationale et brisent le ressort de vos anciennes énergies»<sup>126</sup>.

Dans tous les discours de ce type, l'étranger est donné à voir et à ressentir comme un élément menant en péril et déstabilisant l'identité culturelle. Cette attitude défensive ne peut s'expliquer que par le contexte historique vers 1900: au moment du paroxysme de l'Etat moderne, les peuples de la périphérie, à savoir les soi-disant sous-développés, sont dénoncés comme un danger qui risque d'alérer non seulement la toute nouvelle identité nationale, mais aussi la tradition et le génie primitif du pays. L'étranger importune au moment même où les nations modernes s'appretent à construire la grande fresque d'un passé idéalisé. Car c'est la période qui voit proliférer des recherches presque frénétiques de sources historiques et de genèse des traditions - parfois d'ailleurs même inventées pour les besoins de la cause<sup>127</sup>. Dans ce cadre, le débat au sujet des racines et de l'histoire des peuples dits civilisés prend une dynamique et une importance mordiales.

Or, à mesure que l'Etat fédéral s'affirme - par exemple en prenant en compte dans son cahier des charges une politique culturelle<sup>128</sup> -, l'origine et la qualité des ancêtres de l'espace helvétique commence à susciter l'intérêt du public. Mais ce questionnement sur les vertus et les valeurs de la Suisse préhistorique, ainsi que les débuts de l'histoire «nationale», se transforment également - sous l'influence des idées darwiniennes - en une comparaison avec les attributs des «autres», les

## 7. La race des petits seigneurs alpins

«Mais aussi, nous sommes envahis par les Barbares [...]. Ces Slaves, ces Grecs, ces Américains du Sud, ces Orientaux sont de grands enfants mal civilisés, ils arrivent avec un mauvais goût de clinquant et de gros luxe, des philosophies nuageuses, des idées subversives, des maladies physiques et morales. Si nous étions assez forts pour leur imposer notre culture! mais non: ce sont eux qui font chez nous de la propagande, et laquelle, et comment! et l'anarchie gâte nos villes. Le «droit d'asile» avait sa raison d'être à une époque de lutte pour la conquête des libertés essentielles: il est un danger aujourd'hui»<sup>125</sup>.

L'auteur de ces propos acrimonieux, Gonzague de Reynold, n'est de loin pas le seul à exprimer des craintes mêlées d'animosité contre les étrangers - ces «barbares» - qui semblent de plus en plus importuner les Suisses, non seulement en tant que réfugiés ou immigrés, mais aussi comme touristes fortunés! Il est vrai, et c'est un fait connu, que le nombre des étrangers en Suisse ne cesse de croître à partir de 1890, pour atteindre le taux de 14% juste avant la Première Guerre mondiale. Or cette croissance est en premier lieu la conséquence de l'évolution économique amorcée dans les années 90. L'industrie, et notamment le bâtiment, font massivement appel à la main-d'œuvre extérieure. Dans certains quartiers ouvriers, le taux des étrangers dépasse les 30%. Cette présence et l'accueil qu'elle rencontre provoque un grand débat politique qui sera à l'origine d'une notion marquante pour la mentalité suisse du 20e siècle: la «surpopulation étrangère».

Cependant, ce ne sont pas les répercussions de l'évolution socio-économique que le discours reynoldien vise en premier lieu; pas plus qu'il n'insiste particulièrement sur la croissance quantitative de la population étrangère. Ce sont bien plutôt les images mises en jeu pour désigner l'étranger qu'il faut interroger: ces «barbares», ces «enfants mal civilisés». Car l'argumentation principale de Gonzaghe de Reynold porte sur les différences de qualité qui distinguent, d'après

«moins civilisés». De surcroît, l'expansion coloniale entraîne non seulement des confrontations avec des peuples dits primitifs, mais exige aussi des justifications pseudo-scientifiques à l'exploitation de ces derniers par les pays industrialisés.



6. Johann Gottlieb Hegi (1840-1901), *Le retour du chasseur au temps des lacustres* (1865), aquarelle (Berner Schulwarte). Hegi, instituteur, peintre et sculpteur sur bois, exprime ici fort bien l'image mythique que ses contemporains se faisaient des lacustres.

En Suisse, on se livre à une apologie peu rigoureuse, mais très populaire, de la civilisation des Lacustres élevée au niveau d'un patrimoine classique à l'image de la Grèce antique<sup>129</sup>. Ceux-ci sont utilisés pour fabriquer toutes sortes d'autoreprésentations, marquées autant par les fantasmes de la société industrielle, que par des constructions historiques plus ou moins scientifiques. Lors des expositions internationales de Paris (1867) et de Vienne (1873), par exemple, on aligne astucieusement des objets issus des fouilles récentes afin de livrer la preuve de la supériorité du travail et de la production helvétiques. En outre, la Confédération en acquiert un certain nombre à titre de premier fonds pour une future collection du patrimoine national<sup>130</sup>. En

1884, avec cet achat payé bien trop cher d'ailleurs, le gouvernement inaugure l'ère de la politique culturelle. Afin de persuader le Parlement de la qualité et de l'importance de cette collection, le Conseil fédéral présente un long message appuyé sur des expertises soi-disant scientifiques. Les élucubrations qu'il contient ne sont pas sans intérêt, car la lecture de quelques lignes mettent particulièrement bien en évidence la nature de la distinction entre civilisés et barbares. «Les superbes crânes d'Auvernier», dit le texte officiel, «peuvent soutenir honorablement la comparaison avec ceux des peuples civilisés. Par leur capacité et les particularités de leur conformatio[n], ils peuvent être placés sur la même ligne que les crânes les mieux formés de la race aryenne»<sup>131</sup>.

Cette quête de la race d'origine des Suisses est alors presque devenue un sport national. Les yeux bleus, les cheveux blonds, la forme des crânes, l'image de l'homme celté ou du type alpin sont autant de critères pour avancer des réflexions ou des analyses plus ou moins sérieuses<sup>132</sup>. Houston Chamberlain, l'auteur d'une théorie raciale qui, parmi d'autres, servira de référence aux concepts raciaux des Nazis, est souvent cité. Même ses propres antisémites sont parfois retenus. Eugen Bircher, en particulier, s'avère un adepte enthousiaste de cette idéologie. Dans le cadre d'un compte rendu du livre *Untergang der grossen Rasse de Madison Grant*, il construit son propre mélange de théories culturelles et d'idées racistes<sup>133</sup>. Pour effectuer cette démarche, il utilise également les travaux de son père qui a pu établir des statistiques concernant la couleur des yeux, des cheveux et de la peau des jeunes Helvètes lors des examens annuels des recrues. Bircher lui-même revendique pour la Suisse une race alpine qui, grâce à ses vertus guerrières, égalerait la race nordique considérée comme supérieure à toutes les autres. Dans ce même article, il déplore l'essor et l'activité des Noirs aux Etats-Unis, une race sans doute inférieure précise-t-il. Finalement, il ne manque pas de souligner le fait, indiscutable à ses yeux, que la démocratie favorise l'évolution et le développement des races médiocres.

La différence qui sépare les «barbares» de la «race alpine» a été prodigieusement mise en scène lors de l'Exposition nationale de 1896 à Genève. D'une part, on y construit un *Village suisse*, une sorte de miniature rurale animée par d'authentiques vaches et flanquée

suise introduit dans l'espace public des images analogues en guise de publicité.

La «race alpine», un concept qui ne repose sur aucune base scientifique, devient dès lors une référence importante de la droite. L'avocat Fritz Fick, un collaborateur de *Wissen und Leben* qui fait l'éloge de Chamberlain et vilipende «la décadence négroïde» en Suisse, préconise l'élevage d'un «homo alpinus»<sup>135</sup>. Dans toutes ces conceptions, les Alpes, l'air pur et les bergers, forment le nouveau refuge - plus tard appelé aussi Réduit national - , une forteresse pour lutter contre la société urbaine et les dangers extérieurs. Ecouteons Georges de Montenach: «L'Alpe a été toujours, pour la race suisse, une terre de jeunesse où elle s'est rajeunie, et vivifiée. C'est là que se retrouvent nos vertus originales, c'est là que nous nous débarrassons du virus cosmopolite qui s'infiltra en nous de toutes parts»<sup>136</sup>.

En matière de racisme, la Suisse s'est donc également mise à l'heure européenne. Rappelons quelques-uns des traits caractéristiques de cette période: l'impérialisme et le colonialisme appliquent avec brutalité le principe de la différence dans le cadre d'une «hiérarchie naturelle» parmi les hommes. L'exploitation des «races inférieures» par les peuples dits civilisés devient le principe de base de l'organisation de l'économie mondiale. La Suisse, qui affiche en 1880 le taux d'exportation le plus haut par tête d'habitant de tous les pays industrialisés, n'échappe pas à cette règle. Bien que dépourvue de colonies propres, elle participe au grand commerce impérialiste en naviguant dans le sillage des navires des grandes puissances. La Suisse jouit ainsi d'un impérialisme feutré, bien protégé par le paravent de la neutralité. Le grand industriel Eduard Suizer-Ziegler défend en conséquence une idéologie appropriée à ces valeurs générales: «La race blanche», prône-t-il, «a le droit absolu de s'opposer sur ses territoires à la concurrence des races inférieures»<sup>137</sup>.

N'oublions pas non plus que l'expansion économique de la Suisse à la fin du siècle se réalise grâce à l'utilisation croissante d'une main-d'œuvre étrangère, traitée enfin de compte comme une population colonisée. Dans ce contexte, il est important de comprendre le message qui s'effectue entre la perception du monde impérialiste et l'interprétation de la société de classes à l'intérieur du pays. En effet, les principes hiérarchiques du colonialisme et de l'impérialisme se tra-



7. Fred Boissonnas, photographie de la série «Village suisse», Exposition nationale suisse de 1896, Genève.

d'une montagne avec cascade artificielle<sup>134</sup>. D'autre part, on y installe une «tribu noire», logée avec son petit bétail dans des cases primitives. Tandis que le *Village suisse* - grâce aux nombreuses fêtes et manifestations qui s'y déroulent en permanence - est profondément intégré au parcours et à la perception du visiteur, le *Village noir* est placé à une certaine distance, tel un objet d'observation scientifique. Ce jeu de miroirs des stéréotypes, qui met habilement en exergue sous forme de décalage les différences entre le «monde civilisé» et le «monde primitif», a sans aucun doute renforcé les idées sur l'inégalité des races. Par ailleurs, à la même époque, l'industrie chocolatière



duisent, au niveau national, par des discriminations sociales et des exclusions racistes. Ces déplacements particuliers sont fort bien analysés par Tzvetan Todorov.<sup>138</sup> Le colonialisme, dirait-il, nous a accoutumés à l'idée que certains peuples «inférieurs» méritent d'être dominés ou bridés. L'idée de peuple ou de race inférieurs implique, dans le contexte de la civilisation capitaliste, la domination et l'exploitation de l'un par l'autre, du «barbare» par le «civilisé» - mais finalement aussi de l'ouvrier par l'entrepreneur. Appréhendé dans une telle perspective, nous saisissons mieux l'amalgame effectué par Sulzer-Ziegler qui préconise pour le patron - tel qu'il le représente lui-même - une mission civilisatrice dans son propre pays. Ce type de patron moderne, précise-t-il, ressemble à la race des Vikings - un modèle qu'il revendique par ailleurs pour sa propre personne. Quant à l'idée de mission, elle intervient aussi sur un autre plan qui est quant à lui relié à l'imaginaire religieux. En effet, Carl Hilti prétend que la Suisse se distingue fondamentalement des autres nations et que le peuple suisse est élu par Dieu («ein gesonderte Volk Gottes»)<sup>139</sup>.

Au-delà de ces réflexions pseudo-philosophiques, et de manière plus générale, on constate l'essor d'une mentalité xénophobe propre au nationalisme et à la pensée politique de la nouvelle droite. Certes, les débats tournent encore souvent autour de la question de l'assimilation et de la naturalisation de l'étranger. Et dans ce sens, ils se rattachent toujours à une certaine tradition libérale du 19<sup>e</sup> siècle.<sup>140</sup> Mais de plus en plus souvent, des voix s'élèvent qui considèrent l'étranger comme un danger vital pour l'avenir du peuple helvétique. Dans un livre paru en 1900 et intitulé *Noure question étrangère*, on trouve pour la première fois et clairement exprimée la notion d'*Überfremdung* - dont la traduction par «surpopulation étrangère» ne rend que de manière imparfaite la coloration xénophobe. L'auteur précise que, dans le contexte juridique actuel, la Suisse sera bientôt submergée par les étrangers, à ce point «que son existence nationale ne peut être sauvee que par un miracle»<sup>141</sup>. Notons par ailleurs que le fils de cet essayiste, Robert Schmid, présentera en 1925 une thèse qui traite entre autres de la politique raciale (*Rassenhygiene*) et des mesures à prendre pour améliorer la qualité de la race humaine<sup>142</sup>. La même année, ce dernier assumera aussi le poste de secrétaire dans l'une des premières organisations fascistes de Suisse: la *Heimatverehr*.

8. Fritz Boscovitz, *Insolence*.

Soulevant la jupe de l'Helvétia (Liberté), un «turc» à caractère sémité découvre un pan de la robe marqué «droit d'asile» et dit: «Permettez, cher collègue, que je soulève la traîne de votre chère femme, je crains qu'il n'y ait là-dessous quelques poux turcs.» Jeu de mot entre *Flüchtlinge* (réfugiés) et Flöhe (poux).

(Caricature parue dans le *Nebelspalter*, No 33, 19 mars 1905.)

En guise d'exemple pour illustrer des sensibilités analogues en Suisse romande, on peut se référer à une publication de John Cuénoud, le directeur de la police genevoise<sup>143</sup>. Pour Cuénoud, les étrangers appartiennent, tout comme les criminels, aux classes dangereuses des villes. Ils sont frappés de tous les maux et moralement inférieurs. A ses yeux, ils représentent un danger immédiat pour la vie biologique de la population indigène. Or, ce genre de discours se répète à satiété et dans tous les domaines de la vie publique. A l'instar de Gonzague de Reynold, un Robert de Traz voit «notre esprit et nos moeurs» menacés par «la masse des immigrés»<sup>144</sup>. Quant à Ernst Laur, dans le but de valoriser le rôle social de la paysannerie helvétique, il ne cesse de brandir l'épouvantail des étrangers dangereux. «La classe paysanne», dit-il, «constitue le contrepoids contre l'envahissement de nos villes par l'élement étranger...»<sup>145</sup>. Et pour lui, non seulement les paysans sont appelés à défendre une race helvétique saine, mais plus particulièrement les monnagrards. Georges Addor (1860-1938), chancelier de l'Etat de Vaud, mène la réflexion suivante: «Pour sauver du naufrage la santé de la race, on proclamera la nécessité d'une existence sobre, calme et sereine, et des travaux en plein air. Ce sera la revanche et le triomphe des habitants des campagnes, des vallées rustiques et des montagnes au rude climat! Mais la chaîne des générations aura-t-elle résisté et serons-nous les ancêtres des habitants des siècles futurs?»<sup>146</sup>.

Une grande partie de ces propos sont mobilisés dans un discours de Samuel Cornut (1861-1918), un écrivain populaire vaudois dont la révolte est nourrie par un nouvel idéal religieux. Patriote et mystique, il est aussi l'un des premiers à lancer l'idée de la création de la Nouvelle Société Helvétique. Au sujet des étrangers, il ne mâche pas ses mots: «Seul un pays qui sait ce qu'il veut et qui veut vivre n'a rien à craindre de ses métèques; il se les assimile ou les repousse [...] A cette gangrène qui se propage avec une foudroyante rapidité, y a-t-il des remèdes? On a proposé la naturalisation forcée: des fournées annuelles de métèques se verrait imposer le nom de Suisse...»<sup>147</sup>. Finalement, le terme de «surpopulation étrangère» entre dans la langue officielle de la Confédération. En 1914, le Département fédéral politique présente un rapport qui reprend la notion. C'est le début d'une attitude qui aura pour conséquence - en passant par la création de l'Office central de la police des étrangers en 1917 - de rendre pos-

sible la fameuse parole prononcée en 1942 par le Conseiller fédéral von Steiger: «la barque est pleine...»<sup>148</sup>. A ces paroles officielles et la même année, Eugen Bircher ajoute en public son propre commentaire: «Les immigrants ont l'intention de conquérir, chez nous, des positions économiques. Nous risquons de ne plus pourvoir nous en débarrasser. Ils viennent cracher chez nous leur venin. Ils forment dans notre peuple un corps étranger (*Fremdkörper*) qui doit être expulsé»<sup>149</sup>.

Bien que l'histoire de la politique à l'égard des étrangers ne constitue pas notre sujet<sup>150</sup>, force est de revenir sur ce domaine plus spécifiquement lié à la nouvelle droite. En effet, dans le cadre des attitudes faces aux étrangers, il nous faut examiner de plus près le caractère xénophobe et raciste des différents discours. Le regard culturel d'un Gonzague de Reynold, les propos «scientifiques» des Schmid et Bircher, ainsi que les réflexions socio-économiques d'un Sulzer-Ziegler convergent tous vers un même principe: la société est «naturellement» ordonnée par une hiérarchie éternelle; elle comporte nécessairement des éléments subalternes qui méritent et exigent leur domination par des élites sociales. A partir de ces présupposés, la droite utilise une multitude de connotations pour qualifier le statut subordonné et dégradé des classes inférieures. Barbare et ouvrier, socialiste et étranger, manoeuvre et criminel, sont autant de combinaisons interchangeables permettant de construire une image négative ou injurieuse de ces «autrui» considérés comme inférieurs. Et dans cette panoplie de valeurs péjoratives s'inscrit encore une autre figure hautement emblématique: le Juif.

Rappelons tout d'abord que la Constitution de 1848 accorde les droits politiques aux citoyens de religion chrétienne seulement. Cette discrimination tombera en 1866 et sera définitivement abolie par la nouvelle Constitution de 1874. Bien que le nombre d'Israélites en Suisse se maintienne à un niveau très bas (0,3% de la population en 1888 et 0,5% en 1910) l'antisémitisme existe et se développe comme dans n'importe quel autre pays européen. Il est vrai que l'histoireuisse a plutôt occulté ce phénomène; mais aujourd'hui, grâce à des études comme celles de Friedrich Külling ou d'Aaron Kamis-Müller, nous disposons d'analyses pertinentes sur l'ambiance antisémite qui a régné dans notre pays.

Comme il se doit dans une Helvétie au charme si discret, l'antisémitisme trouve souvent refuge dans le jeu d'une politique populaire et l'exaltation du folklore patriotique. En 1893 par exemple, il se loge dans le sillage d'une initiative contre l'abattage rituel - une pratique traditionnelle de la religion judaïque. Lancée par des sociétés de protection des animaux, elle est soutenue pour des motivations bien particulières par une grande partie de la droite. Et même s'il est vrai que les catholiques-conservateurs - afin de maintenir le principe de la liberté des cultes - s'abstiennent officiellement, un grand nombre des voix en faveur de l'initiative viendra quand même des régions où la droite catholique est fortement implantée. Ulrich Dürrenmatt se trouve parmi les plus engagés dans cette campagne, et ouvre largement son journal à ses partisans. Une fois de plus, il confirme son antisémitisme virulent, celui qui nourrit depuis des années ses commentaires et poèmes publiés dans sa feuille populaire. C'est également chez Dürrenmatt qu'apparaît la notion de la «verjudete Schweiz» (Suisse «enjuivée»)<sup>151</sup>, reprise en 1938 dans un rapport du chef de la Police fédérale des étrangers, Heinrich Rothmund.

C'est l'affaire Dreyfus, dont les ramifications en Suisse sont encore mal connues, qui va attiser pour la deuxième fois l'antisémitisme de cette fin de siècle. Pour des raisons bien compréhensibles, l'événement touche tout d'abord Genève où un journal de la droite catholique - *Le Courier de Genève* - répond violemment aux articles des Dreyfusards du *Journal de Genève*. De manière plus noble et plus retenune, mais ferme sur les principes chers à la droite, l'abbé Eugène Carry (1853-1912) - le directeur de conscience de Gonzaghe de Reynold - y participe également<sup>152</sup>. *La Liberté de Fribourg* montre moins de réserve. Par la plume de Jean-Mamert SousSENS - le journaliste de choc du régime Python -, elle se lance dans une campagne de dénigrement sans borne. Le *Bund de Berne*, le quotidien des radicaux, mène lui aussi pendant quelques semaines une farouche campagne antidreyfusarde; mais celle-ci cesse brusquement après un changement au sein de la rédaction. Quant à Dürrenmatt, il ironise sur l'ensemble de l'affaire, tout en souhaitant que l'on bouté les Juifs aussi vite que possible hors de l'Europe.

Parmi les leaders de la nouvelle droite, l'antisémitisme ne se manifeste que de manière feutrée. Kaspar Decurtins par exemple,

en critiquant la faiblesse des intellectuels catholiques à Vienne, commence: «...tout est dominé par les libéraux, à savoir la science juive impertinente»<sup>153</sup>. Or si la tonalité du propos est plutôt retenuue, ces paroles sont pourtant significatives du fameux procédé qui consiste à relier une notion politique à un propos raciste afin de mieux dénigrer l'un par l'autre. Car Decurtins a une bonne connaissance de l'antisémitisme moderne. Il a fait de longs séjours à Vienne où il s'est lié d'amitié avec Karl Lueger (1844-1910), le grand leader du parti chrétien-social et maire de la ville. A ce moment, la Vienne de Python - représente une forme spectaculaire de nouvelle république chrétienne. Cependant, Vienne vit aussi au rythme de la première vague d'antisémitisme moderne. Lueger, un homme politique à la fois rusé, autoritaire et populaire, utilise sans vergogne l'antisémitisme pour affirmer son pouvoir et accroître sa popularité. Dans son entourage, les attaques contre les Juifs font partie intégrante du discours mondain. Un de ses admirateurs se nomme Adolf Hitler. Plus tard, ce dernier prétendra avoir appris dans la ville de Lueger comment on se sert de l'antisémitisme pour gagner le soutien de la petite bourgeoisie<sup>154</sup>.

En Suisse - il convient ici de le rappeler même si le fait a peu à voir, la plupart du temps, avec l'essor de l'antisémitisme - la présence des Juifs est très faible, et nulle part elle n'engendre une situation comparable à celle de Vienne vers 1900. Il faudra attendre les années trente du 20e siècle pour qu'il prenne cette tournure calomnieuse propre aux fantasmes véhiculés depuis des siècles dans la population européenne. Et cette violence va s'exprimer en premier lieu dans la caricature et la feuille satirique. Après la Grande Guerre, le fasciste genevois Georges Oltramare (1896-1960) et son dessinateur favori Noël Fontanet auront le privilège, grâce à leur journal *Le Pilori*, de faire monter cette forme de haine à son niveau le plus intolérable. Oltramare, écrivain et dandy de la bonne société genevoise, est un pur produit de la nouvelle droite de 1900.

Mais on ne saurait oublier que l'antisémitisme n'est pas la seule forme de racisme. En effet, les idées obsessionnelles concernant la distinction et l'exclusion de «l'autrui» - éléments fondamentaux de toute attitude antisémite - peuvent aussi s'exercer au préjudice

d'autres groupes sociaux. Les premiers en Suisse à subir une répression effective et organisée sont les Tsiganes. En 1891, la Conférence des chefs de polices des cantons de la Suisse romande décide de présenter formellement au Département fédéral de justice et police une demande de décret fédéral portant sur le principe de non-tolérance absolue à l'égard des bohémiens. La Confédération se montre dans un premier temps plutôt réticente, invoquant la tradition du droit libéral de la Constitution. Mais en 1905, le Conseil fédéral change d'avis et décide d'interdire aux entreprises de transport suisses de véhiculer des Tsiganes sur leurs wagons. Il invite en même temps les cantons à les expulser systématiquement. Pour élaborer de manière la plus adéquate possible ces manœuvres, la Confédération a trouvé un spécialiste zélé en la personne du Dr Eduard Leupold, adjoint du Département de justice et police. En 1911, celui-ci présente un programme de lutte contre «la plaie des Tsiganes» (*Zigeunerplage*)<sup>155</sup>. Finalement, leur persécution sera organisée par *Pro Juventute*, une association de protection de la jeunesse fondée en 1912 et dirigée par Carl Horber (1882-1931) et le fils du général Wille, le major Ulrich Wille (1877 -1959). *Pro Juventute*, de façon systématique, enlèvera leurs enfants aux familles tsiganes afin qu'elles disparaissent en tant que groupe social particulier. Quant à Carl Horber, très proche de l'extrême droite, il tentera d'introduire ses idées de politique «sociale» dans le mouvement *Pro Familia*.

Dans ce cadre, et parce qu'elle fait à son tour l'objet d'une exclusion parfois violente, je dois revenir encore une fois sur une autre collectivité déjà abordée à plusieurs reprises: les ouvriers italiens. À Zurich-Aussersihl, le 26 juin 1896, suite à une rixe entre un maçon italien et un ouvrier alsacien qui va y perdre la vie, la population de ce quartier proléttaire commence à mettre à sac les bistrots et les logements des Italiens. Le lendemain, un lundi soir, ce qui est devenu une chasse aux Italiens se poursuit. On dévaste systématiquement leurs lieux d'habitation, souvent de petites chambres insalubres qu'ils louent à plusieurs. Mais, événement important, l'agression de la population va se tourner aussi contre la troupe appelée pour rétablir l'ordre. Le calme ne reviendra que trois jours plus tard, le mercredi 29 juillet. Quant aux Italiens, ils ont fui la ville et se sont en partie terrés dans les forêts avoisinantes<sup>156</sup>.

Dans la violence de ce comportement collectif, il faut distinguer deux niveaux. D'une part, il s'agit de l'explosion d'une agressivité nourrie sans aucun doute par une xénophobie latente, car on constate le même phénomène lors d'une émeute similaire à Arbon, en août 1902 - et il est vrai que la population ouvrière n'est pas exempte d'une attitude xénophobe, ce que l'émeute de la *Käfigturm* à Berne, en 1893, a déjà montré. D'autre part, les incidents de Zurich témoignent également des fortes tensions sociales qui règnent dans les quartiers ouvriers. Il est en particulier significatif que la violence anti-italienne se soit rapidement transformée en hostilité contre les forces de l'ordre. Cependant, il est important pour l'analyse de retenir le fait suivant: les insatisfactions et les frustrations - particulièrement présentes dans les quartiers ouvriers - ne se traduisent pas seulement en luttes de classes. Très facilement, elles peuvent déboucher sur une violence qui prend comme bouc émissaire une collectivité appartenant au même milieu. Dans ce sens, la xénophobie représente l'une des formes possibles prises par des conflits qui ainsi se maintiennent à l'intérieur des classes populaires.

L'image négative attribuée à l'ouvrier étranger, en l'occurrence à la main-d'œuvre italienne, va de pair avec les mesures répressives initiées par le ministère public de la Confédération et la police politique. Après sa création en 1889 - justifiée par la nécessité de contrôler les réfugiés socialistes allemands -, c'est le mouvement ouvrier dans son ensemble qui devient l'objet primordial d'une surveillance policière. Et dans ce contexte, les ouvriers italiens en deviennent la cible préférée. Les autorités légitiment cette politique par le fait que parmi les quelques groupuscules anarchistes qui défraient la chronique de l'époque, les Italiens se distinguent particulièrement. En 1898, différentes circonstances permettent finalement la mise en scène d'une deuxième chasse aux Italiens, d'une autre nature que celle de 1896. En mai, lors d'une émeute à Milan où la misère sociale avait provoqué une révolte populaire, quelques centaines d'Italiens travaillant en Suisse tentent de rejoindre leurs collègues en lutte. Sur ordre du Conseil fédéral, 200 d'entre eux sont interceptés par l'armée au Tessin et sont livrés à la police et aux troupes italiennes.

Mais la grande épuration ne commence qu'en automne de la même année, lorsque deux événements spectaculaires donnent le pré-

texte à une intervention musclée. Tout d'abord, une grève générale du bâtiment éclate à Genève. Les entrepreneurs, largement soutenus par les autorités politiques, utilisent habilement la forte présence de la main-d'œuvre italienne pour dénigrer le mouvement des grévistes en l'attribuant à des anarchistes et des vagabonds étrangers. Quelques semaines plus tard - le conflit se termine par une victoire des entrepreneurs - un grave incident artisera encore davantage cette ambiance excitée. Le 10 septembre, un anarchiste italien - qui par ailleurs n'avait rien à voir avec les grévistes et le mouvement ouvrier de la ville - assassine à Genève l'impératrice Elisabeth d'Autriche. Certains feront très vite l'amalgame entre ces différents événements. Et le procureur de la Confédération, soutenu par une opinion publique échauffée, met sur pied une série d'actions policières systématiques contre les Italiens. Celles-ci vont également frapper les réfugiés politiques qui ont fui la répression des forces de l'ordre italiennes après l'écrasement sanglant de l'émeute de Milan.<sup>157</sup>.

A partir de cette année mouvementée, les ouvriers italiens deviendront de plus en plus fréquemment la proie sélective des chi- canes policières et de la répression musclée. Sulzer-Ziegler, lui aussi, est directement impliqué dans cette pratique. En 1901, en effet, lors d'une grève sur les chantiers du Simplon, 240 ouvriers italiens sont expulsés en wagon cellulaire et les menottes aux mains. Sulzer-Ziegler - qui plaide vivement pour que dans les cas de cette espèce on applique une politique ferme et expéditive - considère ces affrontements non seulement comme des conflits du travail, mais comme une lutte fondamentale contre le mouvement ouvrier et ses dangereux étrangers.

Dans la polémique et la lutte contre les Italiens, contre les Juifs, contre les socialistes et, de manière plus générale, contre les étrangers, émerge finalement encore une autre catégorie de la population qui inquiète les bourgeois, et plus particulièrement la droite: les femmes. L'imaginaire qui véhicule cette crainte est nourri par un antiféminisme primaire dont les fondements puisent aux mêmes sources que le racisme. Observé en surface, l'antiféminisme semble tout d'abord provenir d'une simple réaction liée à une manifestation nouvelle et plus étendue des femmes dans la vie publique. Mais examinons tout d'abord l'aversion suscitée par la participation des

femmes aux luttes politiques - un comportement qui illustre particulièrement bien le phénomène.

Lors des émeutes anti-italiennes à Zurich, le *Stadtbote* se déclare scandalisé par la présence «de quelques douzaines de femmes sales (*dreckige Weiber*)» et déplore qu'on ne les ait pas abattues au moyen de quelques salves bien tirées<sup>158</sup>. De toute évidence, les femmes qui contestent dans la rue sont considérées comme la lie du peuple. Et au mépris ainsi exprimé se mêle sans doute une peur diffuse pour cette autre forme d'altérité. Ce jugement, on le retrouve également dans une brochure antisocialiste rédigée en 1923 par le secrétaire du Parti radical suisse, E. Steinmann, et le rédacteur en chef de la *NZZ*, W. Bretscher. Les deux auteurs expliquent, en se référant à des experts scientifiques, que la femme révoltée est complètement dépourvue de sentiments moraux. Si la femme, déclarent-ils, dépasse son périmètre naturel - qui est la famille - pour se lancer dans la vie publique, elle perd toutes ses références de valeurs morales et devient, notamment quant elle se trouve du côté des socialistes, extrêmement dangereuse<sup>159</sup>.

Ces propos nous conduisent sur un terrain particulièrement ambigu et encore peu étudié en Suisse. Il s'agit en quelque sorte d'un manécage fangeux où s'effectue une interénétration étrange entre la xénophobie, l'antisémitisme et l'antiféminisme, pour ne nommer que quelques-unes des composantes mentales qui participent à la formation d'un imaginaire social insolite. La Vienne de 1900, considérée comme une scène particulièrement représentative de l'esprit *Fin de siècle* et comme un laboratoire spécifique de la crise de la modernité, a souvent été prise ces dernières années comme un lieu privilégié pour l'étude de ce genre de phénomène<sup>160</sup>. Jacques Le Rider, par exemple, a effectué un travail biographique très intéressant sur Otto Weininger, un étudiant viennois d'origine israélite. Il nous apprend que ce dernier, fils d'un artisan de l'orfèvrerie, avait publié en 1903 une thèse alambiquée intitulée *Sexe et caractère* - un livre qui a connu vingt-huit éditions successives et a été traduit dans une dizaine de langues<sup>161</sup>. Mais son auteur se suicide à l'âge de 23 ans, quelques mois après la parution de son ouvrage. Devenu rapidement un texte à la mode très prisé par la jeunesse moderne, celui-ci va presque immédiatement acquérir le statut d'une véritable théorie culturelle. Et ceci

entre autres grâce à des intellectuels, écrivains et artistes tels Freud, Kafka, Musil ou Kokoschka, qui vont intégrer dans leurs œuvres les mises en perspective élaborées dans *Sexe et caractère*.

Or, si on examine les passages du livre qui ont fait la célébrité de Weininger, on constate qu'ils regorgent de propos et de qualificatifs méprisants et acrimonieux sur «la Femme» et «le Juif». Car Weininger construit une opposition fondamentale entre le principe mâle (représentant l'intelligence infinie, la pensée conceptuelle et la volonté du pouvoir), et le principe femelle qui n'obéit qu'à des impulsions primitives faisant fi de la raison, et dirigé uniquement par le souci de l'approvisionnement et de la reproduction. Le principe femelle, explique Weininger, est également propre au caractère juif. Fort de cette typologie, Weininger divise la société en deux races, deux cultures, et deux destins fondamentalement opposés. En drapant son discours de théories empruntées à Schopenhauer, Nietzsche, Darwin et Freud - pour ne citer que quelques-unes des références utilisées - *Sexe et caractère* se donne à lire comme une synthèse de la philosophie, de l'anthropologie et de la psychologie contemporaines. Par là-même Weininger exprime, de manière incisive, une angoisse fantasmagorique mais profonde de «l'Autre», un inconnu hostile et investi du principe femelle. Avec cet amalgame insolite, il livre à cette société *Fin de siècle* une interprétation de «l'Autre» en général qui s'avère porteuse de multiples hantises. Car dans cette construction factice du principe d'une différence irréductible, il endosse, plus ou moins explicitement, aussi bien l'antisémitisme que le racisme et le nationalisme exalté. Et si par ailleurs, on associe l'image de «la Femme» échauffaudée par Weininger au nouveau discours sur la sexualité, on s'aperçoit que cette représentation fonctionne de la même manière que pour le Juif ou l'étranger: comme catalyseur de la crise sociale et culturelle.

En Suisse, le livre a également eu ses amateurs. A l'instar de l'auteur d'un article paru dans *Wissen und Leben*, ils adhèrent aux propos de Weininger en soulignant notamment: «Ce n'est que l'homme qui a du génie, et si une femme dépasse le niveau moyen de sa féminité, elle le doit à la dose d'éléments masculins qui investit son rai-sonnement»<sup>162</sup>. Aussi l'antiféminisme a-t-il une bonne tradition dans la droite helvétique. Eugène de Budé par exemple, un membre impor-

tant de l'Association genevoise contre la littérature immorale, s'en est pris tout particulièrement à Georges Sand, «cette âme mal équilibrée qui, avec l'égalité des sexes et ses conséquences inévitables, prêche la liberté de l'amour, condamne le mariage, anéantit la famille, nourrit une sécrète et haineuse jalouse contre l'homme, système que des admirateurs enthousiastes ont osé ériger en enseignement philosophique»<sup>163</sup>.

Mais ce qui donne à ce phénomène une résonance particulière, c'est l'instrumentalisation du rôle de «la femme» pour porter haut la renaissance conservatrice et l'idéologie de la nouvelle droite. Cependant, disons-le d'emblée, l'antiféminisme n'est pas la ligne directrice dominante de la droite helvétique. Et certaines personnalités, telle un Carl Hilry, préconisent même l'introduction du suffrage féminin. Pourtant, dans le modèle hiérarchique de la droite dans son ensemble, les femmes occupent par définition une place inférieure. Pour la grande majorité de la société helvétique, la subordination des femmes aux hommes, ainsi que la division du travail par rapport aux sexes, sont des acquis incontestés et intouchables. Dans ce sens, on pourrait qualifier cette attitude de misogynie structurelle, nourrissant en permanence le renforcement des valeurs conservatrices, voire réactionnaires, de la culture politique.

Au sein des sociétés étudiantes, notamment dans celles qui s'adonnent au rituel des armes, la misogynie ambiant est partie prenante de la sociabilité quotidienne. Trace langagière de ce comportement, la jeune fille - souvent future compagne de l'étudiant - est appelée «le balai» (*der Besen*). Car l'exaltation de la virilité - une pratique qui structure la mentalité de ces associations dont aucune femme ne peut faire partie - comporte toujours sa part de déniement de la féminité corroborée par les grivoiseries et obscénités dont il est fait un large usage. Notons par ailleurs que lors du virage des corporations d'étudiants vers la droite, certaines commencèrent également à exclure les Juifs.

Dans la pensée de Kaspar Decurtins, le rôle des femmes prend sans aucun doute une place importante<sup>164</sup>. En 1897, lors d'un congrès ouvrier international à Zurich, ce dernier affronte le grand leader socialiste Auguste Bebel, auteur du best-seller de la littérature marxiste, *La femme et le socialisme*. En opposition aux thèses de Bebel,

De curiens prétend que la libéralisation des lois familiales et l'engagement des femmes dans la vie publique sont responsables du déclin des sociétés. A titre d'exemple révélateur, il cite les «dames spirituelles de l'Ancien Régime», et les accuse d'avoir favorisé l'avènement de la Révolution. Il ne faut cependant pas oublier de dire que le mouvement ouvrier, en dépit des assertions théoriques de certains de ses représentants, n'est pas exempt de velléités antiféministes<sup>165</sup>. Car d'une part, les femmes sont ressenties par les travailleurs comme des concurrentes sur un marché de la main-d'œuvre où elles sont accusées de faire baisser les salaires; d'autre part, le modèle bourgeois de la femme au foyer, sous la forme de prêt-à-porter petit-bourgeois, tend à devenir la référence et l'aspiration dominantes.

Quant aux catholiques-conservateurs, c'est vers la fin du siècle qu'ils tentent de mieux organiser les femmes. Réagissant en partie au défi lancé par les organisations féminines socialistes et bourgeoises qui revendentiquent impérativement l'émancipation des femmes, ils créent, en 1912, la Ligue des femmes catholiques - une organisation présidée par Suzanne de Montenach, l'épouse de Georges de Montenach. Cette Ligue se soumet d'emblée à un programme traditionnaliste, voire réactionnaire<sup>166</sup>. L'égalité entre les sexes est catégoriquement récusée, et le rôle des femmes est défini en fonction d'une politique familiale conservatrice. Quant à leur participation à la vie publique, elle est acceptée uniquement dans le cadre des œuvres charitables ou des activités patriotiques. A ce propos, on peut prendre note que le livre ayant connu l'un des plus forts tirages en Suisse romande est Adèle Kamm, un récit de Paul Seippel (1858-1926). Or ce roman, publié en 1912, raconte l'histoire d'une sainte protestante qui accepte humblement le rôle classique de la femme soumise à la tradition chrétienne.

Il faut voir cependant que toutes ces paroles et discours ne manquent pas d'hypocrisie. Il suffit de rappeler l'épisode peu glorieux où le chanoine Schorderet à Fribourg n'avait pas hésité à faire appel aux jeunes filles des institutions religieuses pour assurer la parution de la presse catholique - et ceci afin de court-circuiter les revendications syndicales des typographes. On connaît aussi l'existence d'un certain nombre d'institutions ecclésiastiques qui maintenaient des jeunes filles en caserne, tout en offrant leur force de travail aux entreprises indus-

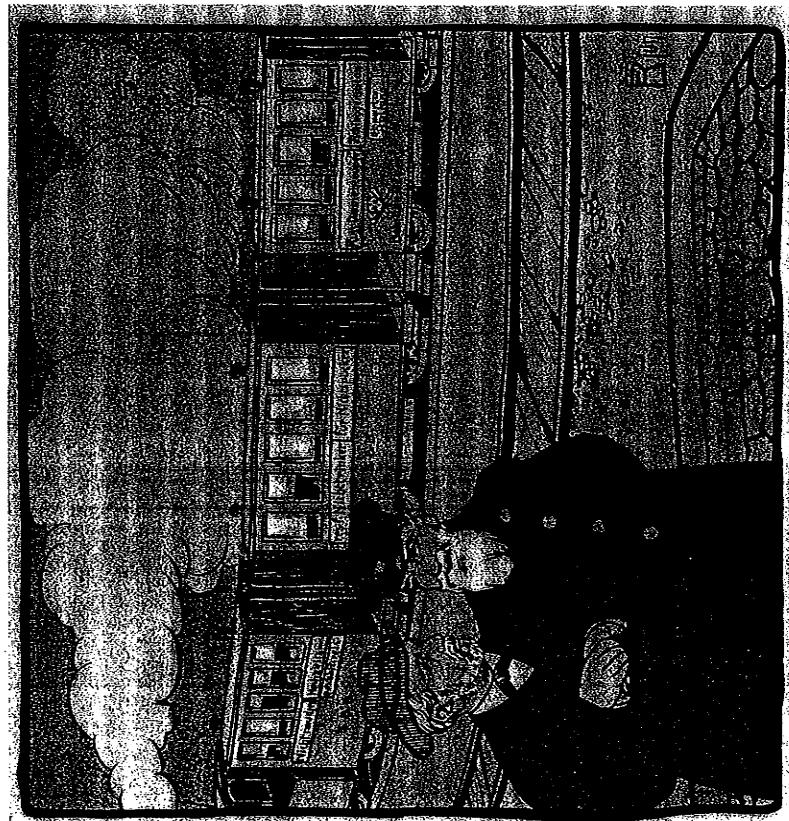
trielles. De toute façon, il faut constater que les femmes fonctionnent sur le marché du travail, d'une part, comme base ouvrière bon marché et, d'autre part, comme tampon conjoncturel assumant un rôle économiquement comparable à celui de la main-d'œuvre étrangère.

A ce stade, la liste des attitudes antiféministes serait longue. Le travail de bureau par exemple - un secteur qui vers 1900 se «féminise» et accuse une croissance largement au-dessus de la moyenne - constitue un domaine singulier de l'affrontement avec la femme moderne. Car la toute nouvelle demoiselle de bureau est connotée par des images d'émancipation, telles par exemple le célibat et l'allure citadine: des valeurs fortement combattues par la droite. Il n'est donc guère étonnant que la *Schweizerischer Kaufmännischer Verein* mette toutes sortes d'obstacles pour barrer la voie à une formation qualifiée de l'employée de bureau<sup>167</sup>. C'est par ailleurs dans le même sens qu'intervient l'Union suisse des employés des PTT (fondée en 1893). Cette association s'oppose avec succès contre l'engagement des femmes dans son secteur, tout en soulignant l'importance d'une amélioration du statut social de leur emploi. Quant aux avocats, pour prendre encore un autre exemple, lors de leur congrès de 1910 à Genève, ils nient aux femmes les qualités nécessaires pour exercer cette profession. Leur subjectivité naturelle, disent-ils, empêche les femmes de rendre un jugement équilibré. De toute évidence, il est certain que ces diverses confrontations ne peuvent que favoriser l'antiféminisme et la misogynie. Et en effet, ce genre d'attitude va marquer durablement la mentalité des classes moyennes, tout en côtejant harmonieusement les courants xénophobes et antisémites.

Les différentes attitudes décrites dans ce chapitre font partie d'un large processus de bricolage d'une nouvelle structure mentale collective qui naît et s'amplifie au tournant du siècle. Une de ses lignes directrices porte sur les multiples tentatives d'identifier un danger flou par la représentation d'un «Autre» menaçant. L'étranger, le socialiste, le Juif, les classes défavorisées, les alcooliques, la femme émancipée, aussi bien que les maladies contagieuses comme par exemple la syphilis, ne font qu'incarner desangoisses plus ou moins diffuses, des peurs plus ou moins nommables. Tous ces éléments sont censés menacer non seulement l'identité culturelle et nationale, mais aussi l'individu et sa personnalité. Dans ce sens, les travaux de Freud et de la psychia-

société, et plaidera sa vie durant pour une «hygiène de la race» (Rassenhygiene). En Suisse, il sera l'un des premiers à appliquer la stérilisation des malades mentaux<sup>168</sup>. Avec, pour argument, que la société est divisée en deux grands groupes: les classes supérieures d'une part - saines, heureuses et utiles au développement social; et les classes inférieures d'autre part - malades, malheureuses, chargeant inutilement la communauté et dangereuses pour l'avenir de la civilisation. Dans sa fameuse brochure intitulée *La morale sexuelle*, publiée en 1906, on peut lire: «... nous possédons un énorme excédent d'individus malingres, infirmes, neurasthéniques, imbéciles, déséquilibrés, criminels, paresseux, menteurs, vaniteux, rusés, avares, passionnés, impulsifs, ou sans volonté. Ces êtres, incapables ou nuisibles, exigent beaucoup des autres et ne produisent que fort peu de travail utile, souvent même plus de mal social que de travail»<sup>169</sup>. En généralisant cette approche, Forel développe une sorte de théorie raciale qui s'applique non seulement à des groupes sociaux, mais à des peuples entiers et à leur culture. A ce propos, il écrit en 1914: «Il faut distinguer avec certitude celles [les races] qui sont simplement encore barbares ou sauvages mais civilisables de celles qui sont elles-mêmes inférieures par hérédité et par là incomplètement civilisables»<sup>170</sup>.

Ce qui rapproche les idées de Forel de celles émises par les théoriciens racistes, c'est le rôle donné à l'hérédité. En effet, le célèbre psychiatre est persuadé que tout défaut, qu'il soit physique, moral ou psychique, est dû en grande partie au poids de l'hérédité. Tirant les conséquences de son analyse, il pense qu'il est du devoir de la société de se protéger de la prolifération des prétdendus rats par une politique sociale et médicale. Par ailleurs, cette manière de cerner une classe ou un groupe social dit dégénéré ou frappé de maladies héréditaires n'apparaît pas seulement dans le discours des médecins et des psychiatres. Car l'idée de dégénérescence est devenue la composante essentielle d'une nouvelle angoisse collective. A la peur suscitée par les maladies héréditaires s'ajoutent les craintes de la petite bourgeoisie de subir un déclassement social - c'est-à-dire d'être jetée dans le prolétariat. C'est pourquoi les nouvelles maladies jouent le rôle de figure métaphorique d'une possible et redoutée descente dans la misère des couches sociales dites malsaines. La présence de la tuberculeuse - une maladie mortelle, facilement contagieuse et souvent



9. Fritz Boscovitz, Des CFF très modernes selon le Dr Forel.

Premier wagon: «non fumeur» / «voyages de noces et d'affaires». Deuxième wagon: «réservé aux abstiens et aux non-cracheurs». Troisième wagon: «Coupé pour dames russes» (Bombenischer fait allusion aux bombes des terroristes) / «Salon pour rituels» (Tschingg est un mot d'argot suisse allemand qui désigne de manière péjorative les Italiens), «on parle italien».

(Caricature parue dans le *Nebelspalter*, No 49, 7 décembre 1907.)

trice moderne ne font qu'aggraver les inquiétudes et la désorientation. Sur fond d'anxiété obscure, les appels à la lutte contre la dégénérence humaine et les recettes pour éliminer le «mal social», suscitent un écho considérable. Et ceci d'autant plus que le discours médical - souvent proche de certaines formes de racisme - y ajoute encore sa touche de légitimité. Même Auguste Forel, un psychiatre qui n'a en principe rien à voir avec l'idéologie politique de la droite, développe cette tendance. Dans ses exposés, il fait une analyse biologisante de la

consécutive de la pauvreté - ne fait que renforcer l'image que les classes laborieuses sont aussi des classes dangereuses.

De l'ensemble des approches pseudo-scientifiques pronées par les médecins et les psychiatres, il ressort que dans le public la peur s'aggrave et devient de plus en plus irrationnelle. Un destin funeste semble se dresser devant l'humanité. Edouard Rod, l'un des écrivains les plus prisés de Suisse romande, écrit: «Et une loi plus inexorable que la menace du Décalogue rend les fils héritiers des faiblesses de leurs pères, de leurs névroses, de leurs vices, qui se transforment à l'infini, s'effacent, reparaissent, s'aggravent, empoisonnent des familles innocentes, procreent des générations de crétins, de phitiques, de rachitiques, de scrofuleux, d'ivrognes et d'assassins. Enfin notre intelligence, en nous mettant en lutte contre la nature, en poursuivant notre émancipation, nous a créé de nouvelles chaînes»<sup>171</sup>.

Chez les adeptes de ces nouvelles théories scientifiques, la dégradation morale de l'homme, la criminalité et la maladie mentale ne représentent pas seulement des dangers sociaux ou individuels. Dans les spéculations sur l'avenir de la société, les défauts psychiques - tels qu'ils sont décrits dans les traités psychiatriques du début du siècle - sont considérés comme des facteurs décisifs pour mettre en danger les piliers mêmes de l'ordre social et la structure étatique. Comme l'explique Armand de Mestral (1861-1921) - un libéral conservateur appartenant aux milieux religieux vaudois -, ils menacent «à la fois l'Eglise, la patrie et la famille»<sup>172</sup>.

Mais revenons à Forel et aux psychiatres de la Suisse alémanique des années avant-guerre. Eugen Bleuler (1857-1939), le psychiatre qui prend la relève de Forel à la direction de l'asile des aliénés à Zurich (le *Burghölzli*), partage largement ces vues. La médecine moderne, dit Bleuler, représente un danger pour l'avenir de la race humaine car son efficacité prolonge la vie, favorise la prolifération des faibles, et cela au détriment des races fortes. Il n'est pas nécessaire d'être un adepte de Nietzsche, conclut Bleuler, pour se faire de sérieux soucis concernant l'avenir des peuples civilisés<sup>173</sup>. Au début du 20e siècle, Bleuler se fera connaître comme l'un des précurseurs les plus populaires de l'eugénisme.

Formé dans l'entourage de Forel et Bleuler, un autre psychiatre suisse fera carrière comme grand spécialiste de la politique démogra-

phique et raciale de l'Allemagne nazie. Il s'agit d'Ernst Rüdin (1874-1952) qui a fait ses études au *Burghölzli*. Très tôt, il se tourne vers Alfred Ploerz, le père fondateur de l'hygiène sociale. Nommé professeur de psychiatrie à Munich en 1915, Rüdin ne rompt pas ses liens avec la Suisse et dirigera, de 1925 à 1928, la clinique psychiatrique universitaire de Bâle. Quant à sa carrière en Allemagne - qui débute avec la rédaction du commentaire sur la loi de stérilisation de 1933 -, elle trouvera son apogée sous le régime nazi lorsque Rüdin deviendra membre de la Commission d'experts chargée de définir les grandes options en matière de politique démographique et raciale<sup>174</sup>.

Ce qui est particulièrement remarquable pour notre propos, c'est que dans tous ces discours médicaux, l'alcoolisme, la maladie mentale et la criminalité sont jetés pêle-mêle pour former un ensemble de repères permettant, une fois de plus, d'identifier, d'isoler ou d'exclure une classe sociale spécifique, ou alors des groupes ethniques ou culturels perçus comme différents. Sans vouloir prolonger la présentation de ce discours alambiqué qui s'impose jusque sur les premières pages des journaux politiques de l'époque, j'aimerais tout de même relever encore l'une de ces combinaisons insolites greffée sur un groupe social particulièrement stigmatisé par la droite de l'époque - et dont le succès a probablement dépassé toutes les espérances de ses promoteurs. Il s'agit, en l'occurrence, d'une explication qui met en rapport l'alcoolisme et la classe ouvrière, un des thèmes récurrents du *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique*. «A mesure que l'alcoolisme progresse», dit l'auteur d'un article, «les grèves se multiplient»<sup>175</sup>. Et dans une brochure rédigée par une autre plume, on peut lire le complément suivant: «...prenons-y bien garde! L'alcoolisme uni à d'autres causes, serait en train de façonnner un prolétariat capable de nous ramener à la barbarie»<sup>176</sup>.

Or sans vouloir nier les effets désastreux de l'alcool sur la population ouvrière, il convient de souligner que dans la bataille contre cette maladie sociale, un certain discours médical aura son poids de conséquences. Tout d'abord, il va souvent fonctionner comme corollaire et légitimation des mesures policières répressives. Ensuite, les remèdes envisagés iront de plus en plus fréquemment dans le sens d'une hygiène raciale, telle que la préconise par exemple Robert Schmid dans sa thèse intitulée *Le recul des naissances en Suisse. De sur-*

croît, c'est aussi dans ce contexte qu'apparaissent les premiers principes de l'eugénisme - une doctrine qui dominera une grande partie du discours de la politique sociale de l'Entre-deux guerres. Dans le canton de Vaud, c'est en 1928 qu'un article concernant la stérilisation des malades mentaux est introduit dans sa nouvelle loi sanitaire. Le chef de la clinique psychiatrique de Cery à Lausanne, le Dr Maham, explique à ce propos: «Seules ces règles générales sont de nature à améliorer la race et elles seront toujours plus efficaces que tout ce que l'on est obligé de faire plus tard pour soigner ces malheureux déchets de l'humanité»<sup>177</sup>.

Mais retournons, pour terminer ce chapitre, aux valeurs fondamentales de la nouvelle droite. Il faut rappeler qu'elles se définissent en premier lieu par la négative: contre l'étranger, contre les couches sociales défavorisées, contre le socialisme, contre l'émancipation des femmes, etc. Mais cette énumération suggère qu'il existe quelque part une élite capable de rétablir l'ordre et d'ordonner les hiérarchies sociales. Ce qui forcément a des implications pratiques. C'est pour quoi Hilfy propose, comme nous l'avons vu au chapitre 5, qu'un corps d'officiers patriotes assume cette tâche. Le même esprit aristocratique est par ailleurs aussi l'acquis spécifique des corporations d'étudiants. Quant à l'imaginaire social qui sous-tend cette vision du monde, cette élite le puise dans une série de références qui fondent l'existence d'une race supérieure, caractérisée quant à elle par ses origines rustiques, ses vertus guerrières (Hilfy) et son hérosisme solitaire. Une configuration de valeurs qui dégagent deux qualités bien identifiables: la virilité, le goût et la fascination pour la guerre.

De la guerre, il en est justement question dans le discours prononcé le 14 août 1891 par le Conseiller d'Etat bernois von Steiger - le chef des conservateurs - pour le 700ème anniversaire de Berne. Vitupérant contre les faiblesses du peuple - sa mollesse due à son sentiment de sécurité et ses discordes mesquines -, il souhaite qu'il retrouve la «force virile» (*Manneskraft*) des ancêtres. Or pour obtenir ce résultat, il lui semble que seul «le bruit des armes ennemis» pourrait réveiller les Suisses<sup>178</sup>. Hilfy quant à lui, en arrive quelques années plus tard aux mêmes conclusions: «Seule la guerre supprimera, y compris dans les conditions actuelles, cet état social rouillé (*verroter Zustände*)»<sup>179</sup>. Même un Ernest Bovet voit dans l'absence de

guerre les causes de la dégradation des valeurs sociales. «Nos pires ennemis», écrit-il, «ce ne sont pas les armées étrangères, ce ne sont que notre egoïsme, l'indifférence, l'anarchie des esprits et la veulerie qu'une longue période de paix engendre presque fatallement»<sup>180</sup>.

Ce qui donne à cet éventail de propositions une gravité très importante, c'est leur convergence avec le discours des adeptes du darwinisme social. Car pour ces derniers, la lutte inévitable entre les nations sélectionnera le peuple le plus fort et la race la plus vigoureuse. Aux yeux des gens qui raisonnent comme Eugen Bircher, le militaire et la guerre catalysent les vertus indispensables à l'existence et à la formation de la société moderne. Les mêmes fantasmes que ceux développés par Barrès ou D'Annunzio sont présents; car eux aussi rêvent de restaurer, par le recours aux violences guerrières, une société civile hiérarchisée et dotée d'une culture d'élite.

La Grande Guerre semble arriver à point pour exaucer les voeux de cette droite conservatrice belliqueuse. Le 20 août 1914, Edouard Sécrétan, le directeur de la *Gazette de Lausanne*, écrit: «L'épreuve est solennelle. Il est trop tard pour revenir en arrière, pour tergiverser, pour donner des explications. Il faut tuer, et dans cette tuerie il faut chez chacun de ces hommes, du général en chef au dernier soldat, le mépris de la mort, l'oubli de soi, l'espérance d'une vie nouvelle, l'exaltation suprême pour, à travers les périls et les souffrances, être plus alerte, plus infatigable, plus tenace, plus fort que l'ennemi. Dans ces efforts vont se résumer toute la vie antérieure de chacun de ces deux peuples: traditions, moeurs, éducation physique et culture intellectuelle dans la famille et dans l'école, arts et sciences, institutions politiques et économiques, et organisme gouvernemental, foi religieuse, toutes les puissances matérielles et morales des deux nations, dans le passé et dans le présent...»<sup>181</sup>.

Et une année plus tard, Gonzague de Reynold affirme: «Cette guerre, [...] je crois souvent, était une nécessité: nous n'en voyons aujourd'hui que les côtés les plus sombres et les plus dramatiques, mais nous en verrons demain, j'en suis sûr, des côtés lumineux. [...] Il est certain que nous arrivons au seuil d'un nouveau monde et d'une nouvelle civilisation»<sup>182</sup>. Cette nouvelle civilisation, Robert de Traz écrivain et maître à penser de la nouvelle droite helvétique - y aspirait déjà auparavant. Car il voyait dans la guerre le nécessaire rituel

de passage pour accéder à une nouvelle ère héroïque: «Mais si la guerre éclatait - et elle éclatera encore -, si nous étions livrés à nos seules forces, c'est pour le coup qu'il faudrait nous surpasser. Puissions-nous être alors héroïques! Sans doute la plupart d'entre nous en périrait. Peut-être notre pays lui-même devrait-il disparaître... Qu'importe la mort, aurait dit un Athénien, si le souvenir qu'on laisse est immortel!»<sup>183</sup>.

Finalement, et toujours pour pointer ce réseau d'aspirations belliqueuses, j'aimerais encore citer une personnalité qui, avant la Grande Guerre, n'apparaît qu'en marge de la droite genevoise. Il s'agit de Théodore Aubert (1878-1963), avocat à Genève et occasionnellement écrivain patriote. Par la suite, c'est lui qui appellera à la création des gardes civiques et organisera la lutte anticomuniste en Suisse. En 1911, il publie un roman: 1814. Roman historique genevois, et en octobre 1914, une petite brochure, intitulée *La conscience helvétique* qui contient les phrases suivantes: «La fleur de la jeunesse d'Europe tombe sur les champs sanglants. Saluons son héroïsme et sa foi. L'obstination sublime qu'elle apporte à la bataille, démontre à l'Historien que l'Européen a gardé le courage et l'esprit de sacrifice et qu'il est digne encore de porter en lui les espoirs de la civilisation. De la mort, la vie ressuscite»<sup>184</sup>.

Or tous ces hommes, porteurs de tant de fascination et d'enthousiasme pour la guerre, trouvent dans les œuvres de Robert de Traz un modèle littéraire. Son roman à succès, *L'homme dans le rang* - publié juste avant la Première Guerre mondiale - célèbre lui aussi à satiété l'esprit guerrier, les vertus de l'officier héroïque et la soumission de l'homme simple à la hiérarchie «naturelle».

Dans l'idéologie de la droite, le désir de violence est constitutif d'une stratégie politique dont le projet est précis et concret: la reconstruction d'une société hiérarchisée et dominée par l'élite réactionnaire qu'elle représente. Dans cette perspective, la Grande Guerre ne signifiait pas seulement un conflit impérialiste entre les grandes nations, mais aussi bien une lutte de classes ouverte, initiée et organisée non essentiellement par le prolétariat, mais par la bourgeoisie conservatrice et réactionnaire de chaque pays. L'appel à la «lutte héroïque» visait en définitive autant l'ennemi «de l'intérieur» que celui de la nation hostile.

## 8. La politique comme œuvre d'art

La première partie du livre de l'historien bâlois Jakob Burckhardt *La Civilisation de la Renaissance en Italie* porte un titre symptomatique: «L'Etat comme œuvre d'art». Car l'image évoquée par ce libellé rejoindra une véritable obsession de la bourgeoisie autour de 1900, et culminera dans les fantasmes de ce qu'on appelle en allemand la *Gesamtkunstwerk*, soit l'œuvre d'art totale<sup>185</sup>. Cette notion - dont la traduction française est insatisfaisante - va souvent de pair avec une aspiration et un imaginaire culturels composés de visions idéalisées de l'antiquité et de la renaissance. Avec, à la clé, une représentation esthétique de l'Etat moderne qui se confond avec les ruines de l'Acropole. Quant aux chimères logées dans la *Gesamtkunstwerk*, on les retrouve<sup>186</sup> par exemple dans des œuvres comme le Bayreuth de Richard Wagner, ou le Vittoriale de Gabriele D'Annunzio - une sorte de culte consacré au nationalisme et à l'héroïsme de l'Italie mussolinienne. Par ailleurs, cette idée de la *Gesamtkunstwerk* est également chargée d'un attrait profond pour donner à l'Etat une forte expression symbolique. En effet, la classe politique bourgeoise, mise au défit par la nouvelle élite culturelle de la fin du siècle, aspire à l'image d'un Etat qui dépasserait la sobriété du système politique, la médiocrité de la salle parlementaire et la laideur du classicisme des édifices publics. Les Beaux-Arts sont donc appelés à la rescoufle pour tenter de transformer les actes politiques en scènes théâtrales, afin d'inculquer à la représentation symbolique du pouvoir un sens plus profond et plus authentique.

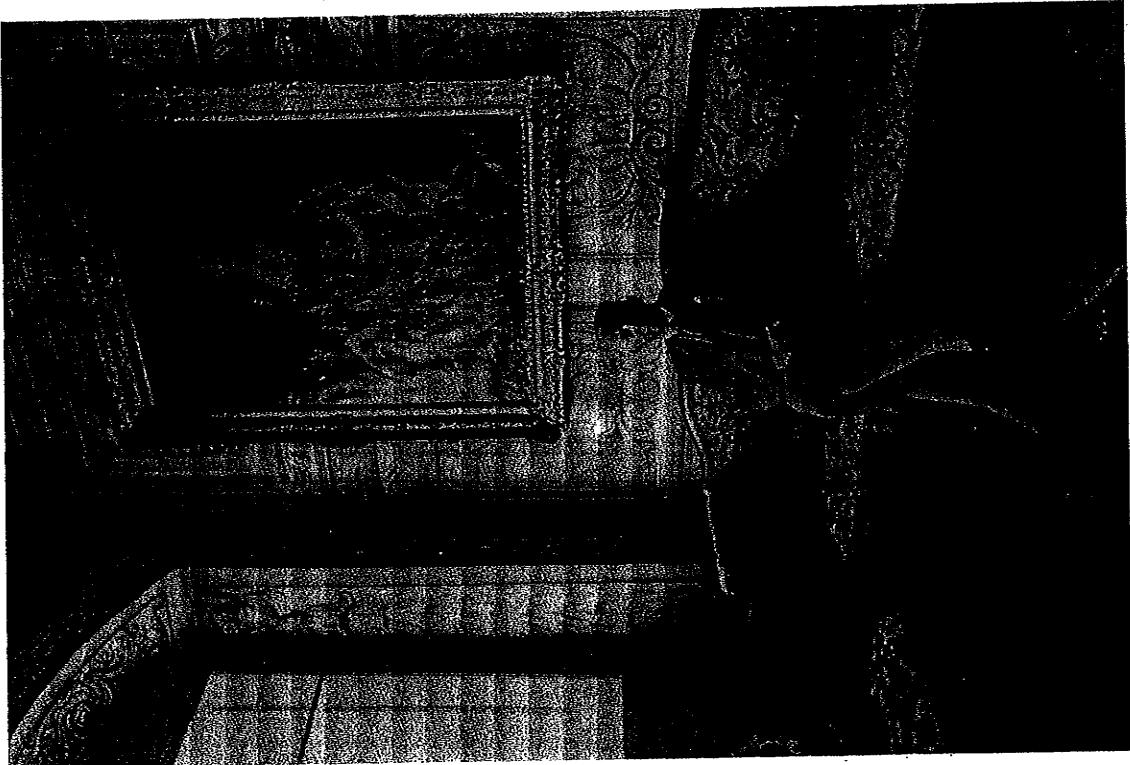
Quant à la nouvelle droite, elle utilise ce déplacement - qui biaise le débat politique par un discours artistique - pour mieux diffuser ses propres valeurs sociales. C'est dans ce sens que Gonzaghe de Reynold fait l'éloge de l'Ancien Régime en tant qu'Etat baroque (et catholique) qui, dit-il, «est théâtral comme l'art lui-même». Et il conclut, dévolant par là les concepts politiques véhiculés par cette représentation: «Ainsi, l'Etat baroque emprunte à la Renaissance l'idée de

beauté, de luxe, de prodigalité, de magnificence, mais non plus pour l'homme seul: pour Dieu, et pour ceux qui représentent Dieu: le souverain, l'Eglise»<sup>186</sup>.

Robert de Traz, quant à lui, s'imagine la *Gesamtkunstwerk* dans le cadre de l'antiquité. «Chez les Grecs», dit-il, «la beauté était une idée constitutive de la République. L'artiste n'était pas un isolé: on s'intéressait au contraire à son travail et ses œuvres manifestaient le génie commun»<sup>187</sup>. Et si le temps des cathédrales gothiques trouve aussi grâce à ses yeux, il regrette qu'aujourd'hui, et particulièrement en Suisse, l'art n'ait pas le droit de la cité qu'il mérite. Pourtant, de Traz n'exprime pas uniquement un engouement nostalgique. En dépit de sa prédilection pour l'art des grandes époques de l'humanité, il défend également l'art moderne et avant-gardiste.

Sur un autre plan, et souvent proche d'un rituel quasi religieux, la Suisse de la fin du 19e siècle se trouve à son tour dans une ère «de luxe, de prodigalité et de magnificence». En effet, les fêtes, cérémonies et commémorations prolifèrent à tel point que certains semblent en avoir la nausée. Gottfried Keller, en 1883 déjà, déclare ne plus supporter ces démonstrations. Et Carl Hilty réitère presque chaque année ses critiques au sujet des fêtes populaires. Même la Société suisse d'utilité publique donne à une commission le mandat d'enquêter sur les moyens d'améliorer cette situation. En dépit de ces démarches, le nombre des fêtes patriotiques et culturelles ne cesse de croître. En 1891, ébloui par les 14 juillet, anniversaires du Kaiser et commémorations de la bataille de Sedan, la Confédération introduit la fête du 1er août. L'évidence de la date historique est contestée. Le fameux pacte de 1291 - un traité local comme on en signait beaucoup à l'époque - n'avait été découvert qu'au 18e siècle, et un peu par hasard. Ce n'est qu'à partir de la fin du siècle que le Premier août sera lentement accepté comme fête nationale. Son véritable baptême, celui qui l'investira de l'aura de la tradition, se jouera durant la Première Guerre mondiale, lorsque le nationalisme exalté et l'esprit militaire lui inculqueront leur âme.

En approfondissant la recherche, l'historien se rend compte que cette activité spectaculaire cache, sans aucun doute, un malaise spécifique de la société civile à la fin du siècle. Les fêtes et rituels tendent à compenser de fait les faiblesses de la réflexion politique et le



10. Gonzague de Reynold dans son château de Cressier en 1940.

manque de projets sociaux. Mais avant d'analyser ce décalage, jetons quand même un bref regard sur les fastes de la société helvétique autour de 1900.

En 1883, 1896 et 1914, des expositions nationales qui rassemblent des centaines de milliers de Suisses dans une fête permanente, sont organisées avec l'aide de la Confédération. Quant aux commémorations des batailles, cautionnées par la présence de nombreux notables et Conseillers fédéraux, elles deviennent de véritables rituels de la classe politique, ainsi que le lieu privilégié d'une mise en scène de l'esprit national. C'est notamment le cas pour le 500ème anniversaire de la bataille de Sempach en 1886, une fête qui va se reproduire année après année, amorçant ainsi une nouvelle phase dans la spirale du spectaculaire. En 1911, dix mille personnes se retrouvent sur l'ancien champ de bataille pour admirer des cohortes de figurants mimant les luttes d'autan. Les commémorations cantonales, tel le 100ème anniversaire de la naissance du canton de Vaud en 1903, prennent des dimensions gigantesques avec, notamment, d'immenses Festspiele qui engagent des centaines, voire des milliers de participants. C'est aussi en 1895 qu'on réinvente la fête des bergers d'Unspunnen à Interlaken, une pseudo-tradition qui auparavant ne s'était manifestée que deux fois: en 1805 et 1808. En ces temps-là, le gouvernement bernois avait espéré, en mettant lui-même en scène cette rencontre populaire, non seulement améliorer sa popularité mais aussi stimuler le tourisme dans l'Oberland bernois. Cependant, les tournures festives de la fin du siècle, tout en restant liées à l'industrie touristique, s'inscrivent davantage dans l'activité patriotique du nouveau conservatisme rural. Dans la même optique, mais aspirant à des valeurs culturelles et esthétiques plus «éllevées», la Fête des Vignerons de 1905 battra tous les records. Edouard Rod lui-même publie un long article très élogieux pour marquer cet événement<sup>188</sup>. Un autre commentateur, Arthur de Claparède, loue cette célébration comme «la plus splendide manifestation de l'art social». Et il ajoute: «Le patriotism suisse et le travail moralisateur y sont exaltés, nous l'avons vu, dans un scénario puissant qui procure les émotions artistiques les plus élevées et les plus fortes»<sup>189</sup>.

L'euphorie des fêtes séduit ainsi l'élite intellectuelle et culturelle. A Lausanne, les cérémonies universitaires se déroulent du 17 au 20

mai 1891 dans un faste mémorable. Félix Bonjour, alors journaliste à *La Nouvelle Revue*, se rappelle: «Cérémonie religieuse à la cathédrale, cérémonie universitaire au Théâtre, banquets, grand concert, course sur le lac sur trois bateaux en compagnie du Grand Conseil et du Conseil communal de Lausanne, cantate d'enfants, adresses, discours, grand comers d'étudiants sous la Grenette, réception à Beau-Rivage, rien ne manqua de ce qui pouvait donner à ces fêtes une signification imposante»<sup>190</sup>.

La même année, lors de l'inauguration du nouvel opéra, Zurich présente un autre exemple de cette culture qui s'oriente vers les fêtes spectaculaires. L'édifice en question, couronné d'une lourde coupole, s'ouvre au public au son de la *Lohengrin* de Wagner accompagnée de rituels pompeux. Mais on peut encore citer d'autres formes de cet épanouissement culturel. Certaines associations, comme par exemple le Cercle littéraire de Hottingen - un haut lieu non seulement de la société bourgeoise zurichoise mais aussi d'un grand nombre d'intellectuels suisses, voire Allemands - organisent chaque année une manifestation somptuaire. En 1912, l'année de la grève générale, c'est une fête printanière à la romaine - avec participants en costumes d'époque - qui transforme la bourgeoisie zurichoise en société de la Rome antique. La *NZZ* consacre une page entière à cet événement.

Mais de ce point de vue, la classe politique ne s'investit pas seulement dans ces fêtes. Au-delà des commémorations, son activité passe de plus en plus fréquemment par une sorte de geste théâtral dont le modèle est livré par les grands potentats de l'Europe de 1900. Le 2 mai 1893, par exemple, l'empereur d'Allemagne Guillaume II fait une «visite-éclair» (*Blitzbesuch*) à Lucerne. Pour voir passer le maître de l'empire germanique, 30'000 spectateurs et 800 journalistes se sont mobilisés. Or, on connaît les conséquences de cette pratique de «visites-éclairs». A Agadir en 1911, pour ne citer que cet événement, Guillaume II tente par cette méthode d'impressionner la France avec son «saut de panthère» (*Panthersprung*), tout en provoquant une crise politique internationale. En 1912, l'empereur allemand revient en Suisse, accueilli cette fois par l'un des plus grands spectacles politiques et militaires que le pays ait connu. L'écrivain Meinrad Inglin, né en 1893, nous livre dans *La Suisse dans un miroir* - ce roman consacré à la société suisse de la première moitié du 20e siècle - une image

fidèle de l'arrivée de Guillaume II. Élément significatif, cet épisode ouvre le récit: «La presse bourgeoise lui souhaita la bienvenue avec un empressement solennel; les autorités suprêmes du pays et une compagnie d'honneur l'attendaient à la gare; la traversée de la ville, pavée d'oriflammes et de drapeaux, et les vivats de la population, tout contribua à faire de cette réception un événement que même une ville du Reich n'aurait pu réussir aussi bien»<sup>191</sup>.

Finalement, dans les manœuvres mises en scène spécialement pour cette réception, l'occasion est offerte au futur général Wille de faire la preuve que l'armée suisse s'apprête à emboîter le pas prussien. L'empereur ayant apparemment laissé tomber les mots «Parbleu, les Belges ne sont pas autant capables», la diplomatie helvétique s'empresse de faire valoir le succès de cette visite qui comporte un seul défaut: Guillaume II, faute de temps, n'a pas pu visiter l'Engadine, une terre qu'il considère comme sacrée depuis le séjour de Nietzsche<sup>192</sup>.

En tout état de cause, ce monde des fêtes et des spectacles politiques est plein d'ambiguités. Certes, il s'agit de l'expression d'un formidable épanouissement de la culture et de l'espace public bourgeois; et ces manifestations témoignent de la capacité des classes dirigeantes à appréhender les points cruciaux de la sensibilité populaire tout en activant un imaginaire social de fabrication maison. Mais ces fastes masquent souvent un vide, celui de l'absence de projets politiques cohérents. Cet aspect est particulièrement manifeste si l'on pense à l'année 1912. Car c'est le moment choisi par l'élite zurichoise pour mimier la société aisée de la Rome antique, alors qu'à Aussersihl - dans le quartier ouvrier dominé par la toute nouvelle et impressionnante Maison du peuple -, rel un spectre, la grève générale s'organise.

Cette entrée en matière par le biais des fêtes et commémorations nous permet d'aborder très directement un domaine qui se trouve au centre de l'intérêt de la nouvelle droite. Tout comme Gonzague de Reynold préfère l'Erat, baroque au système politique des radicaux, la droite aimerait superposer au discours politique libéral du 19e siècle, la prose littéraire et la gestuelle symbolique d'un nouveau mythe. Dans les pays voisins, des démarches de ce type ont déjà relativement bien réussi. Maurice Barrès comme poète de la Nation, Julius Langbehn comme éducateur de l'homme nouveau, Gabriele

D'Annunzio en tant qu'esthète du dandysme de la nouvelle droite, témoignent tous à leur manière du succès d'une idéologie en prise sur le politique par le truchement d'un discours esthétique moderne.

Cette idée du déplacement du politique vers la sphère du culturel est modulée de différentes façons dans la pensée de la nouvelle droite. Mais avant de passer à l'analyse de ce phénomène dans le cadre de la droite helvétique, il convient de préciser tout d'abord comment il évolue au sein des mouvements catholiques-conservateurs. Chez ces derniers, c'est sur le plan des pèlerinages que cette modalité d'existence des moeurs politico-culturelles s'exprime le mieux. Le nouveau concept est fort bien décrit dans une petite étude de Gottfried Körffel<sup>193</sup> qui mentionne par ailleurs un cas précis en Allemagne. De manière générale, c'est le *Kulturlauf* qui donne pour la première fois aux processions et pèlerinages un caractère politique manifeste. Mais la véritable modernisation s'opère plus tard, sous la direction d'un nouveau catholicisme politique qui voit le jour à la fin du siècle. Profitant de l'application des inventions les plus récentes - telle l'illumination électrique - pèlerinages et processions deviennent des spectacles hautement organisés et programmés, accompagnés de fanfares, de groupes en costumes, et de défilés de drapeaux bien ordonnés. Les notables assument dans ces cortèges un rôle central, imposant à la manifestation le principe de la hiérarchie sociale. Dans la mesure où il réussit à susciter une sensibilité esthétique, ce rituel n'est pas pour déplaire à la nouvelle droite dans son ensemble.

A Fribourg, les protagonistes de la république chrétienne de Pyrthon n'hésitent pas à utiliser ce moyen de propagande et d'enchaînement populaire. La forme moderne du pèlerinage, développée par le chanoine Schorderet, est récupérée par la classe politique. Il en va de même à la campagne, où une autre fraction catholique organise le pèlerinage cantonal à Notre-Dame des Marches. Les gens affluent en masse, souvent transportés par des trains commandés tout spécialement. Et dans les villes de la diaspora catholique suisse, la procession sert, comme le précise un journal, pour «la reconquête de la rue pour Dieu»<sup>194</sup>.

Mais si les catholiques s'apprennent à conquérir la rue, la bourgeoisie libérale occupe et défend l'espace de la cité. Sur ce plan des luttes symboliques, les édifices publics se prêtent particulièrement bien pour

afficher un langage métaphorique<sup>195</sup>. Ainsi, par exemple, la construction des gares se transforme en manifestation esthétique censée exprimer les valeurs politiques de l'Etat. La gare de Lucerne (1896) illustre particulièrement bien ce phénomène. Projetée par Hans W. Auer, l'immense coupole du hall central, qui ne manque pas de rappeler la physionomie de l'archirecitre sacrée, dépasse la hauteur des clochers des églises lucernoises. Un langage symbolique vécu comme une véritable provocation par la population catholique. Le même Auer construira encore le Palais fédéral inauguré le 1er avril 1902<sup>196</sup>. Mais son style *Fin de siècle* ne suscitera pas, et de loin, l'unanimité. Le monument fédéral n'est pas ménagé par des critiques parfois très acerbes, et même Hilty trouve que le bâtiment, disproportionné, n'est pas tout à fait réussi. Quant à Decurtins, il voit dans le Palais fédéral un «mausolée du parlementarisme».

Le déplacement du discours politique en manifestations symboliques devient une pratique de plus en plus courante dans les activités des radicaux. L'Etat fédéral n'échappe pas à cette évolution et, dans ce sens, il se voit contraint d'amorcer une politique culturelle<sup>197</sup>. En 1887, la Confédération promulgue un arrêté autorisant la création d'une Commission fédérale des Beaux-Arts pourvue d'un budget annuel de 100'000 francs. Cette commission, moyennant l'achat de leurs tableaux, va subventionner les peintres suisses. En 1890, elle organise la première exposition nationale des Beaux-Arts. C'est la débâcle totale. Une critique violente s'abat sur les responsables, incluant le Conseil fédéral lui-même. A partir de cette année 1890, l'Etat fédéral - et les radicaux en tant que majorité politique - est dououreusement impliqué dans une série de polémiques artistiques. En 1897, *La Retraite de Marignan*, le projet de fresque réalisé par Hodler pour le Musée national, déchaîne derechef la virulence des chroniqueurs. Cette tempête à peine calmée, une nouvelle attaque contre la Commission fédérale des Beaux-Arts déclenche la troisième crise. Cette dernière sera alimentée par des débats extrêmement violents au sein même du Parlement à Berne. Ainsi, juste à l'aube de la Grande Guerre, la politique culturelle de la Confédération est aux abois, et les projets officiels ont perdu presque toute crédibilité. Curieusement, ces faits contrastent fortement avec le faste du Palais fédéral, les édifices publics pompeux, et les fêtes populaires spectaculaires. Pourtant,

une fois de plus, il s'agit de la manifestation des deux facettes d'une situation très ambiguë et propre à cette fin du siècle.

De ces différentes affaires, retenons simplement que l'époque de 1900 se caractérise à la fois par l'avènement d'un nouveau discours politico-culturel, par l'éclatement des orientations esthétiques traditionnelles, ainsi que par l'altération des valeurs culturelles. Un grand nombre d'études historiques a relevé ce déboussollement particulier de la société industrielle et capitaliste au tournant du siècle. Or, il correspond largement aux contradictions sociales et aux tensions économiques de cette période. En Suisse, on n'échappe pas à cette évolution qui débouche sur une véritable crise de conscience. Hilty, quant à lui, considère l'ensemble de la vie artistique et littéraire moderne comme le résultat malsain d'une crise de nerfs collective<sup>198</sup>.

Dans cette confusion et dans ce désarroi, la nouvelle droite entrevoit la possibilité d'ouvrir une brèche décisive dans l'enceinte de la culture politique des radicaux. Elle espère imposer, par le truchement d'un discours culturel, ses propres projets politiques. L'esprit de cette démarche se trouve clairement exprimé par le titre d'un article de Gonzague de Reynold, paru en janvier 1910 dans *La Voile latine*: «Le besoin de l'ordre». Cette parole lancée, de Reynold poursuit en déclarant l'enchaînement de valeurs qui vont de l'esthétique au politique: «L'idée d'ordre implique une hiérarchie esthétique: la classique hiérarchie des genres, ou sociale: aristocratie de naissance, de fonction ou de culture»<sup>199</sup>. Cette conception d'un nouvel ordre, qui permet de critiquer durement l'état culturel de la Suisse, traduit bien entendu les valeurs fondamentales de l'idéologie de la droite. Ce programme politico-culturel s'adresse en premier lieu à une nouvelle nouvelle génération d'intellectuels investie, prétend de Reynold, d'un esprit particulier qui «entend baser la société de demain sur des lois qui ne soient point contraires à la nature; il accepte le monde tel qu'il est et ne rêve pas de perfectionnements indéfinis, de liberté, d'égalité, de fraternité impossibles et dangereuses»<sup>200</sup>.

Ainsi, le courant le plus moderniste de la droite a trouvé un modèle esthétique concret et conforme à l'idée du nouvel ordre. «Hodler», précise une fois de plus Gonzague de Reynold, «a exercé sur la plupart d'entre nous une action profonde, parce que ce volontaire est le plus puissant créateur d'ordre de ce temps»<sup>201</sup>. Et dans un

autre article, il confirme: «Pour la première fois chez nous, Hodler, ce rude Bergeois, a trouvé sa langue et créé son style: son art est la plus haute expression de la Suisse actuelle»<sup>202</sup>. Cependant, paradoxalement, c'est justement l'expression esthétique de Hodler qui provoque de profonds clivages dans la droite helvétique. Ce sont les images de sang et de fer de la Première Guerre mondiale qui finiront par rassembler la grande majorité autour des guerriers ensanglantés du peintre bernois.

Nous avons vu que la conception élitaire de la droite ne supporte pas les principes de la démocratie. Cet aspect se manifeste encore plus clairement sur le plan culturel: Les Beaux-Arts, prêche la droite, ont profondément besoin de l'esprit d'un maître et de la force du génie. Comme la démocratie enferme l'individu dans un espace où l'égalité et la médiocrité dominent, elle entraîne de ce fait l'épanouissement des arts<sup>203</sup>. Cette logique recoupe donc parfaitement les principes politiques de la nouvelle droite, principes qui s'opposent fermement à l'idée d'une égalité politique.

Par rapport à ce processus de déplacement de la réflexion politique vers le discours esthétique, force est de tenir compte encore d'un autre facteur important: l'élitisme et l'exaltation culturelle pratiqués par la jeunesse. Cette nouvelle conscience est sans aucun doute liée à l'avènement d'une classe particulière, les intellectuels. En France, on situe ce phénomène dans le contexte de l'affaire Dreyfus, période où les écrivains, les hommes de lettres et les universitaires interviennent fréquemment dans le débat public en tant que groupe social et professionnel<sup>204</sup>. Cependant, la cause première de cette évolution réside dans un changement social particulier de la population universitaire et académique. En effet, à la fin du siècle, la population étudiante augmente rapidement. C'est aussi le cas en Suisse où le nombre des étudiants passe de 2'300 en 1890 à 6'800 en 1910. On note en particulier une croissance considérable dans le domaine des sciences humaines. Entre 1895 et 1905 les effectifs doublent et, aspect singulièrement intéressant pour notre thématique, le nombre de femmes parmi les étudiants se multiplie par quatre. Par ailleurs, l'augmentation numérique de ce groupe professionnel suscite la crainte que cette traditionnelle élite sociale ne subisse les effets d'une véritable «prolétarisation».

A cette croissance du nombre des intellectuels correspond l'expansion de la presse et des maisons d'édition. Non seulement la presse quotidienne se développe rapidement, mais à partir de 1890 de nombreuses revues politico-littéraires apparaissent sur le marché. On prendra comme exemple le *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, créé en 1886 par Carl Hilty, professeur de droit public à Berne - une source historique par ailleurs inestimable et dont je me suis largement servi pour cette étude. Comme autre exemple, on peut encore signaler *La Semaine littéraire*, une revue créée en 1893 et qui restera longtemps une tribune culturelle importante des intellectuels de la Suisse romande. Ce type de publications, considérablement élargi, va également renforcer le poids économique des maisons d'édition devenues un nouvel enjeu du marché.

Le statut et le prestige social de l'universitaire risquent dès lors de se dégrader. La concurrence à laquelle il se heurte sur le marché du travail se durcit, et sa dépendance économique devient plus contraintante. Mais d'autre part, les intellectuels se constituent progressivement en tant que groupe socio-professionnel qui assume un rôle de plus en plus important dans la formation de l'opinion publique de masse. L'une des expressions de ce changement se manifeste par l'élaboration d'une conscience de classe de l'universitaire, de l'homme de lettres et de l'écrivain qui va de pair avec son nouveau rôle dans la société. En tant que professionnel de l'opinion publique, ce dernier - à l'instar de n'importe quel autre groupe de pression économique ou politique - tente d'augmenter son influence par une meilleure organisation. Or la naissance de la nouvelle droite est étroitement liée à ce phénomène. En effet, l'élitisme de la droite, son engouement pour le respect d'une hiérarchie culturelle, ont aussi pour fonction de défendre un groupe social dont le statut spécifique est devenu précaire.

L'essor de la *Kulturgeschichte* (histoire de la civilisation), promue au rang de science suprême par Jakob Burckhardt (1818-1897) à Bâle, ou par Philippe Monnier (1864-1911) à Genève, renforce ce rôle de l'élitisme culturel. Car ce domaine de l'histoire créée effectivement - et ceci est particulièrement valable pour la droite - un lieu de réflexion privilégié pour la recherche d'une nouvelle ligne directrice. Il offre en effet la possibilité d'introduire une perspective inédite pour sortir du marasme de la culture démocratique et de la civilisation des radicaux.

Fait révélateur, Kaspar Decurtins après avoir pris sa retraite de politicien investit la chaire de *Kulturgeschichte* à l'Université de Fribourg.

La culture, prise en main par une élite ferme et consciente - c'est ainsi que la nouvelle droite conçoit le changement fondamental du début du 20e siècle - doit ordonner le discours politique devenu matérialiste et égoïste. Parallèlement, elle doit rendre à l'autorité étatique la magnificence et la splendeur des régimes prérévolutionnaires. L'art, en particulier, doit être investi d'un message social capable d'atteindre le peuple et se superposer au discours politique et électoraliste du libéralisme. Cette idée n'est cependant pas tout à fait novatrice. Salomon Vögelin (1837-1888), père de la politique culturelle de l'Etat fédéral et professeur d'histoire de l'art et des civilisations à l'Université de Zurich, songeait déjà à cette possibilité de conquérir l'adhésion et la loyauté du peuple au moyen d'un langage esthétique qui valoriserait l'exploit et la raison d'Etat<sup>205</sup>. Il se référait, en particulier, à l'exceptionnel rayonnement de l'Eglise catholique qui savait envelopper et exalter le peuple par un message artistique touchant sa sensibilité profonde. Cette volonté d'approcher et de persuader par le truchement des arts va devenir l'une des composantes fondamentales de l'idéologie de la droite moderne. Dans ce sens, Georges de Montenach souhaite que «l'accord nouveau entre l'Art et le Peuple soit une œuvre de concorde et d'union entre tous les esprits pensants, entre tous les esprits sociaux de la Suisse, entre tous ceux qui, ne voulant point jouir en égoïstes de la Beauté des choses, cherchent à en distiller quelques gouttes sur les lèvres desséchées du travailleur pour rendre moins amère la coupe où il doit s'abreuver!»<sup>206</sup>.

Une des occasions de rencontre entre peuple et art s'est présentée dans le cadre d'un mouvement né au début du siècle: le *Hermatschutz* ou, ce que l'on appelle en français - on a beaucoup de peine à trouver une traduction adéquate - «la conservation du patrimoine de la Suisse pittoresque». Ce rassemblement résulte d'un profond malaise, provoqué d'un côté par les transformations ou les destructions des centres traditionnels des villes, mais plus encore par l'altération de la nature et des Alpes causée par le développement du tourisme. Ces méfaits sont dénoncés notamment par les nouveaux intellectuels et écrivains, ceux qui se sentent justement décalés par rapport à la politique de l'Etat des radicaux et de la Suisse officielle. Dans ce groupe, on

remarque entre autres Ernest Bovet, Philippe Godet, Paul Ganz (conservateur de musée à Bâle) et Charles Ferdinand Ramuz. Ce dernier a trouvé des formules particulièrement percutantes pour vilipender la «laideur helvétique» de 1900: «Une Suisse d'hôtels, une Suisse truquée et machinée comme les coulisses d'un théâtre, avec feux de Bengale sur les cascades, glaciers artificiels, crevasses à trapses, joueurs de cor des Alpes, faisant la quête après chaque air, et costumes nationaux pour sommelières. On a dit: légende, et je viens de me servir moi-même de ce mot; mais à y regarder de près, je n'y vois pour ma part que la caricature d'une Suisse réelle existant réellement, la plus encombrante, la plus tyannique, la plus influente de toutes»<sup>207</sup>.

Au début du 20e siècle, ce genre de critique prolifère. La Suisse moderne et industrielle est mise au pilori en même temps que la classe politique qui la représente, à savoir les radicaux et les industriels capitalistes. Cependant, la réplique proposée par ces intellectuels pour enrayer cette dégradation n'est pas pensée en tant que courant politique, mais bien sous la forme de l'exaltation du Beau en soi. «Car le Beau est vraiment, chez nous, un des grands persécutés de l'heure présente», écrit Georges de Montenach. Et il poursuit: «Du coin des rues envahi par la sottise de la réclame, du fond des carrefours où les trolley, si bien nommés, entrecroisent leurs fils, où les poteaux électriques érigent leurs tristes silhouettes, du fond des églises remplies des narrants produits des bazars de la rue St-Sulpice, il fait à ses défenseurs un suprême appel»<sup>208</sup>.

C'est en 1905 que s'est constitué à Berne le *Hermatschutz*, une société qui compte déjà 6'000 membres en 1914. On y trouve quelques-unes des personnalités mentionnées plus haut, et la section bernoise de la Société suisse des peintres, sculpteurs et architectes patronne la fondation. Marguerite Burnat-Provins (1872-1952), peintre et auteure française d'origine flamande, installée à Montreux où elle avait fondé une Ligue pour la beauté, y joue un rôle important. Dès ses débuts, le *Hermatschutz* est investi de motivations esthétiques et culturelles très hétéroclites. On y décèle la présence de courants modernistes internationaux du genre *Werkbund* allemand - une conception qui préconise un renouvellement de l'artisanat et de l'architecture sur la base d'une plus grande simplicité dans la

construction et l'utilisation de matériaux traditionnels. Mais d'autre part, les représentants des classes aisées citadines et internationales - appartenant justement à ce monde touristique qui est responsable de la construction des hôtels et des chemins de fer dans les Alpes - y sont également actifs. Le *Heimatschutz* n'est pourtant pas un espace où s'exprimaient uniquement des sentiments défensifs et nostalgiques. Certains pensent que ce mouvement doit servir à une transformation profonde de la Suisse et à la réinvention des valeurs authentiques du pays. Dans *La Voile latine*, par exemple, on précise qu'il s'agit de «transformer la Suisse d'aujourd'hui en Suisse de demain»<sup>209</sup>.

En tout état de cause, cette association devient l'un des lieux forts où la nouvelle droite tente de s'implanter. Ce qu'elle fait en reprenant non seulement les objectifs principaux du *Heimatschutz* - à savoir la protection de la Suisse pittoresque - mais en y greffant toute une partie de son imaginaire social: la révalorisation des traditions et de l'art de l'ancienne Suisse, la propagande pour les mœurs rustiques, l'anima-

tion d'un esprit national et religieux. «L'œuvre du *Heimatschutz*», dit Gonzague de Reynold, «est une œuvre éminemment nationale: il faut y adhérer et y collaborer». Et il ajoute: «Mais le sentiment de la nature ne suffit pas: il faut le sentiment artistique»<sup>210</sup>. Dans le sillage du *Heimatschutz* naîtront d'autres sociétés patriotes telle, en 1916, la Société des costumes du canton de Vaud, suivie en 1926 par la Fédération suisse du costume national et de la chanson populaire. Or cette mode des costumes dits traditionnels, qui trouve son origine dans les *Trachtenbilder* des petits-maîtres autour de 1800, a démarré avec force vers la fin du 19e siècle. En 1898 déjà, les bourgeois aisés du Cercle littéraire de Hottingen avaient organisé une fête en leur honneur et, depuis le début du siècle, des publications toujours plus luxueuses exaltent les costumes régionaux. Sur le marché, on les trouve mis en scène sur de petites cartes colorierées qui reproduisent des œuvres vendues aux premiers touristes à la fin du 18e et au début du 19e siècle. L'authenticité de ces costumes, composés de vêtements supposés avoir été portés par le peuple, est aujourd'hui très controversée.

Quant à la Fédération suisse du costume national, elle se trouvera très vite sous la férule du fils de Ernst Laur - le chef tout puissant de l'Union suisse des paysans. Tout comme Ulrich Wille junior se

consacre à *Pro Juventute* en y imposant ses propres conceptions de l'ordre social, Laur junior prend en main la renaissance des costumes en imposant une discipline quasi militaire et des prescriptions aussi rigides que celles qui régissent le port d'uniforme. Par ailleurs, cette mise en scène se rapproche d'une véritable «invention de la tradition» - dans le sens où elle a été analysée par Eric Hobsbawm. Cette invention consiste dans la réalisation d'un bricolage culturel qui vise, en fin de compte, non seulement la protection ou la renaissance de coutumes traditionnelles, mais bien la création - dans le but d'imposer un nouveau concept politique et culturel - de nouvelles figures emblématiques et de nouveaux mythes. «Tout revient à dire que nous nous efforcerons de renouer une tradition, de la créer s'il le faut», dit par exemple Gonzague de Reynold<sup>211</sup>. Il ne s'agit donc pas seulement, explique à son tour Robert de Traz, d'une «recherche et [de] la mise en lumière de ce qui existe autour de nous de véritablement suisse, mais encore [de] la création de nouvelles valeurs helvétiques». Et il confirme lui-même: «C'est un mythe [...]. Mais un mythe provoque les désirs et les oriente. Les activités se déterminent par rapport à lui, qui n'existe peut-être pas. Cela suffit pour obtenir des résultats. C'est en contemplant dans les nuages l'irréelle cité de Dieu que les hommes du moyen âge, en attendant, ont bâti les cathédrales»<sup>212</sup>.

Pour la droite catholique, le *Heimatschutz* n'offre pas seulement le terrain idéal pour bâtir des mythes nationaux et religieux, il procure également l'espace nécessaire pour renforcer l'idée du corporatisme - un élément central de sa politique en faveur des classes moyennes. L'artisan, en tant que petit producteur indépendant, est particulièrement mis en avant dans les concepts du *Heimatschutz*. Dans les propos de la droite catholique sur l'art et le peuple, il est placé à un très haut niveau symbolique, car il représente l'élément traditionnel du corporatisme, ce remède miracule censé réformer, voire dépasser le système économique et social du capitalisme industriel. De surcroît, dans cette optique, le travail artisanal indépendant est mis en opposition au travail dépendant de l'ouvrier d'usine. Ce dernier, dit-on, est devenu un barbare. Non seulement parce qu'il est acquis au socialisme, mais parce qu'il a aussi perdu le véritable sens et la vraie valeur du travail. Tout en participant à une production abruti, il ne s'occupe plus que du niveau de son salaire et de la réduction de ses horaires<sup>213</sup>.

Finalement, le lieu commun le plus efficace réunissant la droite catholique et le *Heimatschutz*, est le *Village suisse*. Les deux villages construits lors des expositions nationales de 1896 et de 1914 mettent parfaitement en scène les images contenues dans les discours des Georges de Montenach et autres. C'est le cas en particulier du Dörfli de l'exposition de 1914, fortement inspiré par les conceptions du *Heimatschutz*. Ce qui frappe, en suivant notamment le discours de la droite catholique, c'est la lucidité avec laquelle les auteurs comprennent l'impact de ces représentations sur le peuple et saisissent habilement les possibilités qu'elles offrent pour servir à des fins idéologiques. Il faut travailler, dit par exemple Georges de Montenach, «dans le sens de l'instinct populaire qui a besoin d'une petite patrie pour mieux aimer la grande»<sup>214</sup>. A ces propos, on peut rattacher une autre pensée qui explique l'interdépendance entre amour de la patrie, conviction catholique et principes aristocratiques. C'est Gonzague de Reynold qui exprime clairement cette idée: «Le patriotismus lui-même est pour nous un sentiment aristocratique. Volonté de vivre par soi-même, de ne pas se laisser niveler, ni par l'ératisme et sa bureaucratie tracassière, ni par le socialisme avec ses schémas internationaux»<sup>215</sup>.

Le patriotismus, ajoute Georges de Montenach, «est joint à la pensée esthétique». Ainsi la boucle se referme car, continue de Montenach, «partout l'art populaire de chez nous est une expression de la foi et comme une prière fixée pour jamais sur le bois, le métal ou la pierre»<sup>216</sup>. Gonzague de Reynold, l'homme des formules souvent simplistes mais efficaces de par leur pouvoir évocateur, conclut: «La première notion qu'il faut avoir de l'ancien art suisse, est celle d'un art non seulement rustique, mais encore héroïque et religieux»<sup>217</sup>. Cependant, un autre courant de la droite se réfère au *Heimat-schutz* pour attaquer l'art moderne. Cette tendance se trouve implicitement en opposition aux groupes qui voient dans la peinture de Hodler - à l'instar du cercle autour de Gonzague de Reynold - l'expression de leur idéal d'ordre esthétique et social. L'art dit moderne, comme on l'a déjà vu, est exposé depuis le début du siècle à une vive critique conservatrice qui aura ses ramifications jusqu'au sein de la politique fédérale. Le paroxysme de cette attitude sera atteint au moment où le Parlement - prenant comme prétexte le crédit géré par

la Commission fédérale des Beaux-Arts - se lance dans un débat homérique en matière d'art et d'esthétique. Dans ces joutes oratoires, l'art moderne est noirci sans pitié par la majorité des députés qui prennent la parole - faisant preuve par ailleurs à cette occasion de leur manque de connaissance et d'ouverture. Leurs propos caractérisent ritournement cette expression artistique comme un viol des sentiments sains et vertueux de la population. La presse commente en donnant dans la surenchère, et profite de l'occasion pour dénigrer le travail de la Commission fédérale des Beaux-Arts. La *Berner Tagblatt*, le journal de la droite bernoise, fait des incursions plus générales pour qualifier Van Gogh de malade mental et Gauguin de sauvage et de barbare sous prétexte qu'il réside à Tahiti<sup>218</sup>. Dès lors, les verdicts de ce genre envahissent de plus en plus fréquemment les débats publics en matière de Beaux-Arts.

Dans une lettre adressée au Conseiller fédéral Calonder, le peintre Hans Bachmann (1852-1917) - alors président d'une association de peintres à l'idéologie conservatrice nommée *Sezession*, ainsi qu'auteur de fresques à la chapelle de Tell près de Küssnacht - reprend les mêmes griefs. Il demande tout d'abord que pour l'exposition nationale, on élimine les tableaux qu'il appelle «pervers» et «médiocres». Comme il le précise, il veut les remplacer par des œuvres d'art comprises et acceptées par 95% du peuple. Cette section, propose-t-il, sera appelée «exposition d'art populaire et patriotique». Bachmann poursuit sa missive en attaquant violemment les amateurs d'art moderne, des gens qui apprécient même «l'art des malades mentaux»<sup>219</sup>.

En dépit d'une ambiguïté évidente et d'un flou certain, la doctrine culturelle de la droite voudrait réunir l'art et le peuple, la culture et la tradition, l'esthétique et l'Etat, tout cela dans une sorte d'harmonie sociale ordonnée par une nouvelle vie culturelle. Pourtant, en son centre même, ce concept comporte une profonde contradiction. En effet, cette activation d'une communion populaire idéale s'oppose forcément à l'élitisme et à la conscience hiérarchique de la droite. Quand Georges de Montenach parle du patrimoine historique exposé dans les musées, il remarque que ces objets, séparés de la vie sociale, sont morts et même dépourvus de leur expression esthétique. Pour les faire vivre, déclare-t-il, il faudrait que les anciens propriétaires

reviennent, les utilisent, les réaniment. Dans ce sens, il est par conséquent nécessaire que les classes aisées et la noblesse reprennent leur place. Quant à l'art que le peuple est véritablement capable d'apprécier, il ne peut s'agir selon lui que d'un art appliqué, ou alors des manifestations de l'apanage de l'Eglise ou de l'Etat.

Mais l'esprit culturel élitaire apparaît encore sous une autre forme, et en dehors du traditionalisme aristocratique. En effet, les intellectuels de l'époque, et pas uniquement ceux de la droite, s'adonnent à un large rituel culturel qui se nourrit de l'exaltation d'une sensibilité «héroïque», inscrite dans un nouvel espace artistique. Il s'agit, par exemple, de l'idolâtrie à l'égard d'un écrivain comme D'Annunzio dont la première épopee héroïque - *La Nave* (1906) - est vivement commentée en Suisse, ou encore du culte autour de la musique de Wagner.

Paul Seippel, se souvenant des années passées en compagnie d'Edouard Rod, nous livre une petite illustration de cette nouvelle sensibilité de la jeunesse helvétique: «Des rêves d'héroïsme, de passion, de volupté surhumaine nous hantaient, ramenés sans cesse par les leitmotiv qui nous poursuivaient, nuit et jour, de leur insistante suggestion. Nous vivions dans un état d'hypnose que ne sauraient comprendre ceux qui n'ont pas éprouvé la formidable puissance magnétique dégagée par l'art wagnérien encore près de ses débuts»<sup>220</sup>. Et Seippel de poursuivre en confirmant l'enthousiasme de Rod pour Wagner et Schopenhauer.

Ce type de discours culturel et esthétique - qui fonctionne tel un ersatz du débat politique jugé trop matérialiste - me semble exercer une influence plus grande en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Le fort impact du Maurrasisme sur les Romands n'y est probablement pas pour rien. Ce qui ne signifie pas pour autant que les intellectuels et écrivains suisses alémaniques soient exempts d'un certain désarroi culturel par rapport à l'Etat libéral et à la politique de la bourgeoisie radicale. Dans ce sens, les débats assassins qui vont prendre pour objet *La retraite de Marignan* de Hodler témoignent d'un profonde désagrégation des orientations générales dans le domaine de la culture politique. A cela s'ajoutent les luttes réitérées entre les «modernistes» et «traditionalistes». Une dispute qui complique la situation du fait que les deux camps opposés ne correspondent pas

toujours au clivage qui sépare la gauche et la droite, ou les réactionnaires et les progressistes. En 1912 et 1913, lors des débats au sujet de la politique culturelle de la Confédération, la confusion sera encore plus grande. Observé dans une perspective globale, il semble que le cadre d'orientation de la culture s'est complètement effrité. Pour Johann Winkler (1845-1918), ancien juge fédéral et porte-parole des conservateurs, la politique culturelle de l'Etat fédéral se trouve sous la férule d'une clique d'épîgones de Hodler. D'après lui, la production artistique est frappée du stigma de la décadence, et se trouve en contradiction totale avec la «sensibilité populaire» (*Volks-emphinden*)<sup>221</sup>. La presse de droite approuve cette critique et les Basler Nachrichten lancent même une série d'articles sous le titre «Art et Confédération»<sup>222</sup>. Toujours est-il que les polémiques des ces années mettent fondamentalement en cause - en ceci elles sont comparables aux critiques de la droite suisse romande - la capacité de l'Etat fédéral d'assumer un rôle culturel.

Cependant, en Suisse alémanique, ces luttes ne débouchent pas sur une activité commune de la droite. Il n'y a visiblement pas cette ligne générale qui permettrait de connecter le traditionalisme conservateur à une certaine expression du modernisme. Même s'il est vrai que l'idée d'un remplacement de l'Etat politique du 19e siècle par une *Gesamtkunstwerk* - à l'instar de l'*«Etat baroque»* de Gonzague de Reynold - apparaît également ici ou là. Carl Spitteler, par exemple, dans son *Primtempo olympien*, laisse entendre que l'Etat devrait se parer d'attributs esthétiques, alors que Jakob Schaffner ne cesse de vilipender l'esprit culturel mesquin de la bourgeoisie. Mais la nouvelle droite qui s'apparente aux idées de Sulzer-Ziegler ou de Bircher ne semble pas très intéressée par le discours artistique, et ne récupère que peu le domaine esthétique pour nourrir ses débats. Elle se contente du fait que ses démarches politiques se distinguent par l'expression d'une force déterminée et virile.

Pourtant, il existe une certaine convergence de fond qui relie ces différentes sensibilités à l'esthétique politique de la droite. En effet, dans presque tous ces courants, on constate une volonté de superposer à l'ancien débat politique - considéré comme médiocre, inefficace, bassement matérialiste et provoquant un nivellement social inacceptable - une expression autoritaire. Celle-ci aurait pour fonc-

tion de faire respecter les valeurs hiérarchiques propres à la fois à la société traditionnelle et à celles défendues par le darwinisme social. Sur le plan de l'esthétique politique, expression autoritaire signifie que le geste et l'apparat du pouvoir sont de plus grande importance que le processus de délibération démocratique. Ainsi, la renaissance de la «magnificence» baroque peut être combinée avec la volonté de fer du type Viking. Or en Suisse, la *Gesamtkunstwerk* basée sur ces principes s'est esquissée, entre autres, lors de la visite de Guillaume II en 1912. Les «manœuvres impériales» (*Kaisermanöver*) dirigées au pas prussien par Ulrich Wille évoquaient, du moins pour la droite suisse alémanique, des rêves conformes à son imaginaire social et artistique.

Quant au catalogue de cet imaginaire, valable pour la plus grande partie de la nouvelle droite helvétique, il prend forme sous la plume de Robert de Traz. Ce dernier, tout en présentant les idées chères aux rédacteurs de *La Voile latine*, compose cette intéressante image de la Suisse noire: «On le voit, les idées qu'on rencontre dans la revue ne manquent pas. J'en passe, comme celle-ci: que, pour établir un ordre dans le chaos de sa formation morale, un jeune Suisse doit s'imposer une discipline, et que ce doit être la discipline classique; ou celle-ci: qu'il existe un classicisme alpestre; ou celle-ci: que nos amateurs de peinture ou de musique manquent moins d'ignorance que d'innocence; ou celle-ci: que l'élément principal du paysage alpestre est moins la couleur que la ligne; ou celle-ci: que les Suisses, quoique les orateurs publics les proclament constraintement neutres et pacifiques, sont une race guerrière, orgueilleuse et avide de gloire...»<sup>223</sup>.

En parcourant la thématique de ce chapitre, on pourrait objecter que ce discours culturel de la nouvelle droite, ainsi que son projet de superposer une armature esthétique au système politique, ne débouche finalement sur aucune démarche concrète. De surcroît, toutes ces idées se présentent sous la forme d'images floues et contradictoires, rendant impossibles toute articulation et toute entreprise un tant soit peu cohérentes. Il ne s'agirait donc, en dernière analyse, que de quelques fantasmes ou rêves insolites.

Pourtant, là n'est pas la question. Car ce qui importe dans ce cas, ce qui fait sens, c'est justement le fait que la nouvelle droite avance

des notions certes floues, mais investies d'une fiction esthétique séduisante. Par cette démarche, elle propose une alternative brillante, voire utopique, à la morosité d'un discours politique plat et usé ou aux fêtes fastidieuses et dépourvues d'élan novateur. A ce sujet, il faut rappeler que dans le désarroi des démocraties de l'Entre-deux-guerres, ce sont précisément des fantasmes culturels de ce genre - renforcés par la mise en scène théâtrale de la politique par quelques chefs suprêmes - qui ont su inspirer aux masses l'espoir d'un monde nouveau dans et par un nouvel ordre social. C'est notamment le cas de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, à la fois hantées par les propos de la gauche et jetées dans la rue par les crises du capitalisme. En outre, l'avènement de cette esthétique politique signifie, pour l'ensemble du 20e siècle, la défaite de l'Etat libéral et laïc qui, en privilégiant l'avancement de certaines couches sociales, n'a pas su donner à la société dans son ensemble une perspective et une conviction raisonnables pour son avenir.

